



RAPPORT 20 ANNUEL 17



Activity supported by the
Canada Fund for Local Initiatives
Activité réalisée avec l'appui du
Fonds canadien d'initiatives locales



Construire des partenariats collaboratifs pour la promotion de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique.

2017 en images...



Table des matières

À PROPOS DU GOREE INSTITUTE	5
LISTE DES ACRONYMES	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	14
I. PROGRAMME CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS (CPPC) EN AFRIQUE DE L'OUEST	18
RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROGRAMME CPPC	19
DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES DU PROGRAMME CPPC	19
STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE DU PROGRAMME CPPC	19
PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS : BILAN DES ACTIVITES REALISEES EN 2017	22
CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST: DÉFIS ET PRIORITÉS 2018-2020	40
RECOMMANDATIONS ET PISTES D'ACTION POUR LE GORÉE INSTITUTE	41
II. PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP) EN AFRIQUE DE L'OUEST	44
RÉSULTATS PROGRAMMATIQUES ATTEINTS - PGPP	45
RAPPEL DES OBJECTIFS PROGRAMMATIQUES	46
BILAN DES ACTIVITÉS MENÉES DU PGPP	47
PERSPECTIVES DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES	57
III. TERAL: UN MÉCANISME D'AUTOSUFFISANCE	60
IV. FINANCES ET RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL	62
ETATS FINANCIERS	63
V. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET STAFF	66
LE PERSONNEL DU GOREE INSTITUTE	67
V. ANNEXES	70
A. CARTOGRAPHIE DES OUTCOMES DE GOREE INSTITUTE – 2017	70
B. LES ACTIVITÉS CLÉS DE GORÉE INSTITUTE EN 2017	73

À propos du Goree Institute

Le Goree Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par Son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice, et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de la création du Goree Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre, financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en 1994 : une solution africaine à un problème africain.

Le Goree Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP), indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

VISION

Le Goree Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;
- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;
- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.

Liste des acronymes

AAPS	Architecture Africaine de Paix et Sécurité
ANC	Congrès National Africain
AWA	Femmes Africaines en Action
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CESTI	Centre d'études des sciences et techniques de l'information
CNDHCI	Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI)
CPCC	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO
FDF	Formation Des Formateurs
FKA	Fondation Konrad Adenauer
GORIN	Goree Institute
OCB	Organisation Communautaire de Base
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIP	Organisation d'Intérêt Public
ONDH	Organisation Nationale des Droits de l'Homme
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire
OSC	Organisation de la Société Civile
PBF	Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SIDA	Agence Suédoise de Développement International
UE	Union Européenne
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

RESUME EXECUTIF

Le Goree Institute a pour vision de contribuer à l'émergence d'une Afrique indépendante, politiquement forte, d'une société civile socialement engagée avec une citoyenneté effective et responsable pour un développement durable de nos communautés. A ce titre sa mission est de participer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique. Pour cela entre autres objectifs il s'agira de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

Pour être opérationnel, l'Institut s'est pour ainsi dire structuré en Département « Soutien » TERAL, chargé entre autre de soutenir la recherche d'une certaine autonomie financière et des Départements « Métiers » sous forme de programmes opérationnels notamment celui de la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et la Gouvernance et les Processus politiques.

Ce présent rapport narratif dresse le bilan des activités menées et surtout des résultats auxquels celles-ci ont abouti dans ces différents départements pour l'année 2017 et décline des défis et perspectives pour l'année 2018.

BILAN DES ACTIVITES

Le programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest » dont l'objectif global est de contribuer à éliminer les multiples causes et conséquences des conflits en Afrique de l'Ouest, par la planification et la mise en œuvre de différentes activités de réflexion, de recherche et d'intervention sur le terrain, a déroulé son plan d'activités 2017 dans une approche participative et inclusive. Il s'est agi dans un contexte d'insécurité grandissante et de récurrence des conflits, en Afrique de l'Ouest de cibler quatre domaines d'actions susceptibles de donner des résultats probants :

- Le leadership et la participation de la jeunesse dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest ;
- La responsabilité des médias dans la prévention des conflits ;
- La promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles et la consolidation de la paix ;
- La prévention des phénomènes du radicalisme et de l'extrémisme violents

Dans l'approche nationale, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en place de plateforme multi-acteurs permettaient à la fois d'avoir des relais sur le terrain et surtout de pérenniser la présence de l'Institut dans les pays cibles. Dans l'approche sous régionale, l'accent est mis sur le renforcement des capacités, le « coaching », le partage d'expériences et la mise en réseau des acteurs clés de la société civile.

Par rapport à ces domaines d'action et ces approches, le programme CPPC a déroulé trois projets :

- Projet 01 : « Gouvernance des ressources naturelles et prévention des conflits en Afrique de l'ouest »
- Projet 02 : « Leadership-Jeune et Prévention des Conflits en Afrique de l'ouest »
- Projet 03 : « Médias et Prévention des conflits en Afrique de l'ouest »
- Projet 04 : « Femme, Paix et Sécurité : African Women in Action –AWA »

Dans ces différents projets du programme, des ateliers sous régionaux et nationaux de formation des formateurs, de formation des acteurs à la base et de mise en place de cadre de concertation se sont déroulés pendant 2017. Il s'agit entre autres de formation et de dialogue multi-acteurs sur la gouvernance des ressources naturelles en Guinée Conakry, de formation de formateurs (FDF) en « Leadership-jeune et prévention des conflits en Afrique de l'ouest », de « Summer School » (cours d'été) sur le « Leadership des jeunes », de l'atelier national sur le leadership des femmes et la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest, du Forum sous régional sur le « Leadership-jeune et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest » et de formation des professionnels des médias dans le traitement de l'information dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits.

En termes de résultats pratiques, le programme a permis pendant l'année 2017 de :

Former :

- 47 acteurs clés du secteur de la gouvernance des ressources naturelles de la société civile guinéenne
- 25 leaders jeunes en tant que formateurs sur l'analyse et la gestion des situations de crise
- une centaine (94) de jeunes en matière de leadership, de prévention des conflits et de consolidation de la paix.
- une trentaine de professionnels de médias en matière de compréhension des données des conflits et de bonnes pratiques professionnelles en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix

Produire :

- une cartographie de zones de crises et des foyers de tensions – « les points chauds »- en République de Guinée
- un document d'analyse sur les défis de la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, avec des recommandations pratiques sur des possibles stratégies et actions sur cette dite gouvernance
- un document d'orientation stratégique sur la prévention et la gestion des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée
- un module de formation axé sur les besoins en connaissances et en compétences des acteurs de la société civile guinéenne dans le cadre de la gouvernance des ressources naturelles

Mettre en place :

- la plateforme des jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion dont la section guinéenne a été redynamisée en 2017
- la plateforme citoyenne de dialogue multi-acteurs en République de Guinée, cadre de concertation et de plaidoyer auprès des autorités

Redynamiser :

- la « Case de Veille Electorale de la Coalition des Femmes et Filles de Guinée pour les élections législatives du 28 septembre 2013
- la Coordination Nationale de la Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l'Ouest

Le programme Gouvernance et Processus politiques notamment l'Unité d'Assistance Electorale a réalisé des activités en 2017 compte tenu de ses objectifs programmatiques que sont :

- Participer à l'avènement de processus politiques et électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi acteurs : Etat, partenaires techniques, organisation de la société civile, organes de gestion des élections, instances de régulation, etc.

- Contribuer à une meilleure connaissance des phénomènes contemporains africains par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche

Ces derniers s'opérationnalisent à travers des actions multiformes notamment des accompagnements techniques, de la veille stratégique, de l'alerte et de la veille, de la formation, du réseautage, de la mise en synergie, de la facilitation et de l'intervention.

C'est ainsi que dans le projet de savoir électoral trois ateliers ont permis de concevoir/élaboration, de validation et de lancement officiel d'un guide de bonnes pratiques électorales en Côte d'Ivoire. Quinze (15) bonnes pratiques sont identifiées et consignées pour servir à apaiser les éventuelles joutes électorales.

Dans le volet recherche et publications, on note, la production de « L'état de la démocratie et des Droits humains en Afrique de l'Ouest » (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, République de Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo), de La Gouvernance en question : Etude de cas : Corps de contrôle et Régulation au Sénégal (dont la partie corps de contrôle est terminée) et la publication des Actes du Symposium sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité « Système de conflits et Enjeux Sécuritaires en Afrique ».

Dans le volet Dialogue politique, il s'est agi d'Initier une dynamique de réflexion holistique sur le rôle des femmes dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au Sénégal. Dans cette optique les thématiques suivantes ont été explorées :

- La participation politique des femmes au Sénégal : tactiques politiciennes ou enjeux stratégiques ?
- La loi sur la Parité, Code électoral : portée, impact et perspectives
- Quelles dynamiques porteuses d'évolution pour une meilleure participation politique des femmes : regard sur l'espace citoyen au Sénégal
- Diversité, inclusion, environnement : Quelle contribution des femmes ? Quel rôle pour les femmes ?

Dans le volet Monitoring des droits de l'Homme dans sa phase pilote en Côte d'Ivoire, les éléments et actions de base permettant d'entamer un monitoring des Droits de l'Homme pertinent et adapté au contexte socio politique de la Côte d'Ivoire sont posés. Les résultats suivants ont été atteints :

- Un dispositif technique de recueil des données sur les Droits de l'Hommes en Côte d'Ivoire est préparé
- Les capacités de 24 moniteurs superviseurs en vue de la mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire sont renforcées
- Le contexte socio politico économique déterminant l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire est analysé
- Une batterie d'indicateurs et de paramètre à valider est proposée
- Tous les formulaires et outils de recueil de données relatives au monitoring des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire sont finalisés
- Un plan de déploiement et un calendrier de formation des moniteurs à déployer sur le terrain sont finalisés
- Un calendrier de formations décentralisées et un calendrier de mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme sont présentés

Dans le cadre du projet d'assistance électorale, un monitoring des médias s'est fait à l'occasion des élections législatives de 2017 au Sénégal. En termes de résultats, on peut noter :

- Que 21 moniteurs des médias (étudiant du CESTI) sont formés au monitoring des médias et aux techniques de remontées des informations via une plateforme technologique
- Qu'un partenariat institutionnel est établi avec le Centre des études en science et technique de l'Information permettant la réalisation du monitoring des médias
- Que deux rapports de monitoring électoral sont produits dans une perspective de prévention de conflits électoraux et de production d'informations d'aide à la décision
- Qu'un rapport final de monitoring produit est partagé avec les parties prenantes et diffusé largement avec toutes les parties prenantes, dans une perspective d'amélioration du processus électoral

Enfin dans la réalisation d'un programme informatique d'autonomisation des données de monitoring électoral recueillies surtout dans une dynamique de capitalisation et de modélisation des bonnes pratiques un outil informatique est réalisé pour un recueil et une production d'information de manière efficiente et optimale le jour du scrutin dans le cadre de la Structure de veille électorale

Par ailleurs, le département « Soutien » TERAL, conformément à la vision, à la mission et aux objectifs de l'Institut, accompagne les programmes dans l'organisation et le déroulement de leurs activités et surtout participe à hauteur de 20 à 25% aux charges de fonctionnement de la structure. En cela elle poursuit deux objectifs principaux :

- Appuyer l'engagement de l'Institut à s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale.
- Renforcer la sécurité et la stabilité financières de l'Institut en contribuant aux dépenses courantes et aux frais de fonctionnement.

Dans cette optique, six activités programmatiques, nécessitant 19 jours de séminaires internes ont été organisées. Outre l'accueil de sept nouveaux partenaires, le département a organisé pendant cette même année, vingt-huit (28) activités externes nécessitant 67 jours de séminaires. En tout, séminaires internes (06) et externes (24) ont permis de recevoir plus de 774 personnes à l'Institut pendant l'année 2017.

PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'année 2018 de Goree Institute se déclinent à partir des différents programmes :

Dans le programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest », de 2018 à 2020, les défis et priorités suivants sont ciblés :

- La promotion du dialogue multi-acteurs et mise en place de plateformes nationales citoyennes
- Le renforcement des capacités techniques et de plaidoyer de la société civile sous régionale et nationale
- Le monitoring, analyse et reporting sur les situations de conflits portant sur les ressources naturelles au niveau national et communautaire
- Le Plaidoyer pour la paix et la sécurité humaine en Afrique

Dans le programme Gouvernance et Processus politiques, deux grandes perspectives se dégagent :

- Dans le domaine de la recherche, la finalisation de l'étude sur L'état de la démocratie et des droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest » marque l'ouverture d'une action d'envergure dans ce vaste champ investi par l'Institut depuis sa création, à partir de laquelle action, plusieurs résultats en termes de monitoring, d'actions, de plaidoyer, de définition de nouvelles stratégies sont à espérer.
- Un chantier est ouvert afin d'investir le champ de la Gouvernance afin d'y définir des instruments et outils pour une bonne appréciation de l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques une fois la légitimité acquise par le biais des élections

Dans le programme TERAL, il s'agit de développer le volet « prospective » par la création d'un Centre d'Excellence d'ici 2020 grâce à une combinaison de conférences et de programme résidentiels de renforcement des capacités et ainsi former de nouveaux partenariats, engagements financiers et initiatives régionales voire internationales.



R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 7

MOT DU DIRECTEUR
EXECUTIF

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



M. Doudou Dia
Directeur Exécutif
Gorée Institute

L'année 2017 a coïncidé avec la fin du cycle du Plan stratégique 2012-2016 et le démarrage du nouveau plan couvrant la période 2017 – 2020. C'est dire que l'Institut Goree est à un tournant décisif dans sa vie institutionnelle. L'examen des activités réalisées au cours de l'année 2017, année de transition, offre une occasion de mesurer les progrès, d'apporter des correctifs et mettre l'accent sur les points forts. L'Institut a réalisé des progrès significatifs dans la construction de partenariats collaboratifs pour des communautés paisibles et sécurisées en Afrique. Le grand défi demeure l'élargissement de la base de partenaires du Goree Institute. Nous faisons face à des défis principalement en raison de facteurs exogènes, dans un contexte où l'aide publique au développement est en constante diminution, la croissance mondiale s'essouffle impactant la mobilisation de ressources. Les résultats obtenus jusqu'ici renseignent, si besoin est, sur la pertinence des actions du Goree Institute dans un contexte d'instabilité régionale marquée par un espace de vulnérabilité et de menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest.

Sur le Plan international, l'Institut a participé au cours de l'année 2017 à la préparation et la tenue du sommet du G20. En marge du G20, il a été créé

et lancé le T20 dont le Goree Institute est membre. Le Think20 (T20) est un réseau d'instituts de recherche et de groupes de réflexion des pays du G20. Le T20 fournit des conseils de politiques de recherche au G20, facilite l'interaction entre ses membres et la communauté politique, et communique avec le grand public sur les questions d'importance mondiale.

Sur le plan régional, le Goree Institute continue à nouer des partenariats solides et fiables avec les organisations de la société civile africaine et les institutions régionales et internationales notamment la CEDEAO. Nous renforçons les capacités et forçons les leaders des organisations notamment les femmes et les jeunes, tant sur le plan individuel que sur le plan institutionnel dans les domaines du leadership, de la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest. De même, le 2e Forum annuel sur le leadership des jeunes et les défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest tenu à Abidjan et ayant réuni près de 50 jeunes de 10 pays de la CEDEAO a servi d'espace de renforcement de capacités, d'échanges et de réflexion, de dialogue et de plaidoyer pour un partenariat collaboratif vers une Alliance d'Initiatives Africaine pour la Paix et la Stabilité en Afrique de l'Ouest. Les médias n'ont pas été en reste au cours de l'année 2017 avec le renforcement des capacités des journalistes de l'espace CEDEAO sur la Liberté de la presse et responsabilité des médias dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest

Sur le plan national notamment au Sénégal, le Goree Institute en partenariat avec le CESTI a pu mener avec succès le monitoring des médias au cours des élections législatives de juillet 2017. De même, l'Institut a initié, en partenariat avec l'ambassade du Canada au Sénégal, une dynamique de réflexion holistique sur le rôle des femmes dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au Sénégal et aussi entamé une série de renforcement de capacités des organisations de femmes et de jeunes sur le leadership et les enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest. En Guinée, l'Institut, dans une dynamique de dialogue multiacteurs et inclusive, a organisé le 1er Forum sur la Gouvernance des ressources naturelles avec la participation d'organisations de la société civile et des acteurs étatiques pour une gouvernance éthique et transparente des ressources en faveur des citoyens.

Dans un souci de capitalisation des différentes expériences d'accompagnement électoral réalisées depuis 2012 dans plusieurs pays en Afrique de l'ouest, du centre et en Océan Indien, l'Institut a réalisé, en partenariat avec le PNUD, le Guide des bonnes pratiques électorales dont la finalité est de contribuer à des processus électoraux paisibles en Afrique. Un long processus inclusif de réflexion, de maturation, de partage a présidé à

sa réalisation, notamment avec la société civile ivoirienne qui fut bénéficiaire de l'accompagnement technique de l'Institut Goree.

Globalement, le Goree Institute a réalisé de réels progrès dans la réalisation des objectifs de son plan stratégique et contribue ainsi, par la recherche, la facilitation du dialogue et le renforcement des capacités dans les domaines de la gouvernance, de la prévention, de la gestion, de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix à la réalisation de l'Architecture Africaine pour la Paix et la Sécurité. L'Institut poursuivra ses efforts afin d'améliorer le dialogue sur les défis de la gouvernance, la paix et la sécurité, notamment à travers un dialogue systématique et régulier, des consultations, un partage d'informations et d'analyses, des recherches et un renforcement continu des capacités des organisations et institutions africaines.

La valeur ajoutée du Goree Institute tient aux réseaux, aux organisations et institutions que nous appuyons pour leur leadership et leur engagement avec nos communautés mais aussi nos partenaires financiers et institutionnels notamment l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Cote d'Ivoire), le gouvernement du Canada et le Conseil de l'Entente. Sans l'apport de tous ces partenaires, il serait difficile pour le Goree Institute de mettre en œuvre son plan stratégique.

Enfin, pour avoir un impact sur les processus de démocratisation, de prévention des conflits et de consolidation de la paix en Afrique, le Goree Institute s'appuie sur son personnel dont il est immensément fier. Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue son principal atout. Le Conseil d'administration, panafricain dans sa composition, dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision, continue de s'engager à offrir au personnel de l'Institut un leadership visionnaire, le meilleur soutien technique et humain, une rémunération juste et des ressources adéquates pour la réalisation des travaux. Tous ensemble, nous sommes dynamisés et prêts à positionner le Goree Institute pour que ses projets portent ses fruits jusqu'en 2020 et au-delà en tant que Centre d'excellence.

Enfin, Goree Institute sera un producteur fiable et constant de produits et services novateurs, pertinents et de qualité grâce à l'engagement de son personnel et des membres de son Conseil d'administration mais aussi de ses partenaires financiers et institutionnels. A ce titre, la gestion de l'Institut demeure toujours ouverte et transparente et la contribution de chacun sera toujours valorisée. La retraite annuelle du personnel de l'Institut demeure un processus d'apprentissage pour améliorer notre performance mais aussi d'auto-évaluation interne. De même la vérification financière de nos comptes effectuée tous les ans par un cabinet d'audit professionnel, indépendant et de réputation internationale demeure une obligation de transparence et de redevabilité. A ce titre, nous remercions l'ensemble des membres du Conseil d'administration pour leur leadership et leur engagement à assurer l'excellence du Goree Institute.



R A P P O R T A N N U E L 2 0 1 7

I

PROGRAMME CONSOLIDATION
DE LA PAIX ET PREVENTION
DES CONFLITS (CPPC) EN
AFRIQUE DE L'OUEST

PROGRAMME CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS (CPPC) EN AFRIQUE DE L'OUEST

Il s'agit ici de dresser le bilan des activités menées et des résultats obtenus pendant l'année 2017, ainsi que des défis et perspectives pour l'année 2018 du programme consolidation de la paix et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. La mise en œuvre du programme d'action 2017 s'est faite dans un contexte ouest-africain, notamment celui de l'espace CEDEAO, où les conflits sont de plus en plus violents et complexes, avec des ramifications qui s'étendent au-delà des frontières nationales. Malgré les efforts considérables consentis par les Etats pour régler les différentes crises, la situation sécuritaire s'est empirée dans la sous-région au cours de cette année écoulée.

Entre autres facteurs explicatifs de ces conflits récurrents et cette insécurité grandissante, il faut noter la mal-gouvernance, le déficit de leadership ou de légitimité politique, l'impunité et l'injustice, qui persistent et s'aggravent dans la plupart des pays. Qui plus est, les Etats et les communautés font face à de nouveaux défis sécuritaires relatifs à la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme ; la radicalisation des jeunes, dont certains d'entre eux se font enrôler dans les milices armées ou « groupes terroristes » opérant dans la bande sahélo-saharienne. En toile de fond, la sous-région est devenue le théâtre de la criminalité transnationale, servant ainsi de plaque tournante pour les trafics de tous genres : armes, drogues, êtres humains, etc.

Dans un tel contexte, il s'est avéré important d'adopter une approche inclusive et participative permettant d'impliquer des parties prenantes clés dans les actions de consolidation de la paix et de prévention des conflits, tant au niveau sous régional que national et local. C'est dans cet esprit que le plan d'action 2017 a été élaboré et mis en œuvre. Les différentes actions ont été menées pour contribuer à impulser une réelle dynamique de complémentarité et de synergie entre les acteurs étatiques et non étatiques, notamment la société civile et les populations locales.



RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROGRAMME CPPC

Globalement, le programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits » a été mis en place pour but de contribuer à renforcer l'implication des organisations de la société civile des pays de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de la paix et la sécurité en favorisant des partenariats collaboratifs avec les acteurs au niveau local, national et régional.

De manière plus spécifique, le programme Consolidation de la paix et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest travaille à :

- Contribuer à une plus grande participation des femmes et des jeunes aux processus de paix, de sécurité et de cohésion sociale aux plans local, national et régional ;
- Renforcer les capacités des organisations de la société civile au niveau local, national et régional pour une meilleure implication dans les processus de paix et de sécurité ;
- Renforcer les capacités des acteurs de la société civile tout en encourageant le réseautage et le plaidoyer ainsi que les relations avec les autorités locales, nationales et régionales pour la prévention des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'ouest ;
- Renforcer l'implication des acteurs des médias, en vue d'un traitement de l'information favorable à la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;
- Contribuer aux efforts internationaux et nationaux de prévention des phénomènes de radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest, notamment chez les jeunes et les femmes.

DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES DU PROGRAMME CPPC

Dans la poursuite des objectifs ci-dessus, des projets spécifiques ont été développés pour adapter les actions du programme à la complexité des problèmes et défis auxquels sont confrontés des bénéficiaires ciblés dans les neuf (09) pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

En tout, cinq (05) projets ont été développés autour des domaines d'action prioritaires suivants :

- Leadership et Participation de la jeunesse dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest ;
- Femme, Paix et Sécurité : African Women in Action (AWA)
- Responsabilité des médias dans la prévention des conflits ;
- Promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles et la consolidation de la paix ;
- Prévention des phénomènes du radicalisme et de l'extrémisme violents.

STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE DU PROGRAMME CPPC

Sur le plan strictement opérationnel, le Gorée Institute a privilégié deux approches dans le cadre de ce programme : une approche sous régionale et une approche nationale.

- Au niveau sous régional, le programme a privilégié le renforcement des capacités, le « coaching », le partage d'expériences et la mise en réseau des acteurs clés de la société civile. Il a ciblé plus particulièrement les jeunes, les acteurs des médias et les parties prenantes clés du secteur de la gouvernance des ressources naturelles.

- ✱ Au niveau national, le programme a œuvré à renforcer l’ancrage et la légitimité du Gorée Institute au sein des pays et auprès des populations, afin d’atteindre un plus grand impact et un changement effectif. Il a aussi contribué à améliorer les capacités techniques et organisationnelles des partenaires nationaux du Gorée Institute, en mettant en place des plateformes multi-acteurs qui serviront de relais sur le terrain, et qui assureront ainsi l’effectivité et la pérennité des actions du Gorée Institute dans les pays cibles.

La stratégie de mise en œuvre adoptée dans le cadre de ce programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits a été efficace, puisqu’elle a permis au Gorée Institute d’atteindre la majorité des résultats directs escomptés en 2017.

Au plan sous régional :

- ✱ Une centaine de jeunes ont été formés et outillés en matière de leadership, de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ces jeunes ont été sensibilisés sur un ensemble de valeurs, d’attitudes et de modes de comportement qui préviennent les conflits et la violence. Ils ont surtout été motivés à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs pairs et de leurs communautés dans leurs pays respectifs.
- ✱ Une vingtaine de jeunes formateurs ont été formés et outillés en matière de facilitation d’ateliers d’apprentissage et de transfert de connaissances dans les domaines du leadership, de l’analyse et la gestion des situations de conflits ; la prévention de la violence et la consolidation de la paix. Un premier coaching et des outils pédagogiques ont été également prodigués à ces 22 jeunes formateurs pour les aider à mieux partager les connaissances acquises avec leurs pairs au sein de leurs organisations, leurs quartiers, milieux sportifs, scolaires et académiques. Grâce à cette formation, ces jeunes ont le background nécessaire pour assurer le relais au niveau national et communautaire dans la mobilisation, la sensibilisation et la formation des jeunes.
- ✱ Un cadre de dialogue et d’échange d’expériences a été établi à travers le forum sous régional des jeunes lancé en juillet 2016 à Abidjan, dont la deuxième édition s’est tenue du 18 au 20 octobre 2017, et qui réunit chaque année 50 jeunes leaders de la société civile, des milieux universitaires, syndicaux, médiatiques, politiques, etc. des pays francophones de l’espace CEDEAO. A travers ce forum, qui a fortement suscité l’adhésion des autorités nationales et sous régionales, le Gorée Institute a déjà offert une tribune d’expression pour les voix d’une centaine de jeunes leaders sur les questions relatives à la paix et la sécurité en Afrique de l’ouest. Pendant ces deux dernières années, le forum a contribué à la revalorisation du rôle de la jeunesse ; le rétablissement de la confiance entre les jeunes et les autorités nationales et sous régionales ; et l’impulsion d’une nouvelle dynamique de collaboration et de concertation entre les organisations de jeunesse de la sous-région, et entre les jeunes et les autorités compétentes sur les questions les concernant dans leurs pays.
- ✱ Une trentaine de professionnels de médias ont été outillés en matière de compréhension des données des conflits, et ils ont une bonne connaissance des bonnes pratiques professionnelles en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. Ce transfert de connaissances était d’autant plus important que c’est avec l’adoption et la mise en œuvre des bonnes pratiques que les médias et les professionnels de l’information pourront remplir leur fonction de « médiateur » et du même coup, « éviter d’exacerber les conflits ».
- ✱ Développement des compétences d’une trentaine de femmes et des jeunes femmes, y compris dans des domaines auxquels elles n’ont pas traditionnellement accès tels que la défense, la sécurité, la gouvernance, la médiation, l’efficacité organisationnelles, afin qu’elles puissent participer à tous les groupes de travail des processus de paix ;

- ✱ Décloisonnement des associations de femmes en collaborant et assurant une meilleure communication entre elles, entre femmes et jeunes travers les sessions de renforcements des capacités au profits des Réseaux Femme, Paix et Sécurité de l’espace CEDEAO (REFPSECO) et le Groupe de Travail Femmes et Jeunes pour la Paix et la Sécurité du Sénégal (GTFJPS)

Au plan national :

- ✱ Une cinquantaine d’acteurs des OSC nationales guinéennes de veille sur la gouvernance des ressources naturelles ont été sensibilisés et outillés, et ils ont acquis des connaissances techniques pouvant les rendre capables de jouer pleinement leur rôle dans la recherche de solutions pour la paix et la stabilité dans leur pays.
- ✱ Une plateforme citoyenne de dialogue multi-acteurs a été mise en place en République de Guinée, regroupant une trentaine d’OSC guinéennes, et servant de cadre de concertation et de collaboration entre les parties prenantes nationales, mais aussi de plaidoyer auprès des autorités nationales et internationales compétentes.
- ✱ Une cartographie de zones de crises et des foyers de tensions– « les points chauds » a été réalisée en République de Guinée – a été réalisée, de manière participative et inclusive avec la collaboration des participants à l’atelier tenu du 07 au 08 mars 2017 à Conakry, et qui permet d’élaborer une stratégie nationale cohérente d’alerte précoce, de monitoring et d’aide à la décision par des recommandations pratiques.
- ✱ Un document d’analyse a été produit sur les défis de la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, avec des recommandations pratiques sur des possibles stratégies et actions pour améliorer la gouvernance des ressources et réduire ou mettre fin aux conflits qui en résultent en Guinée.
- ✱ Un document d’orientation stratégique a été réalisé sur la prévention des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, qui servira de base pour définir les actions prioritaires à entreprendre et à soutenir pour contribuer à l’améliorations des performances des OSC dans la promotion de la gouvernance et la prévention des conflits dans ce pays.
- ✱ Une nouvelle dynamique de collaboration entre les jeunes de la société civile guinéenne a été impulsée, à travers la redynamisation de la Coordination Nationale de la Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l’Ouest, qui porte le plaidoyer national.

Tout compte fait, les réalisations et les résultats obtenus dans le cadre de ce programme pendant l’année 2017 en disent long sur la pertinence des projets et l’efficacité de la stratégie opérationnelle du Gorée Institute ; ainsi que l’adéquation entre les prestations fournies et les besoins réels des différentes cibles, en l’occurrence les jeunes, les professionnels des médias, les militants des droits de l’homme, civiques et politiques. Cette efficacité s’explique également par la légitimité du Gorée Institute auprès des institutions et des citoyens : la reconnaissance de l’expertise de l’Institut par les partenaires et sa bonne maîtrise des réalités du terrain, qui lui confèrent l’aptitude à fédérer les parties prenantes autour des objectifs.

PAIX ET PREVENTION DES CONFLITS : BILAN DES ACTIVITES REALISEES EN 2017

GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES ET PREVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST » GRN

Le projet « Gouvernance des Ressources Naturelles et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest » a été mis place depuis 2015 dans l'optique de promouvoir la bonne gouvernance des ressources naturelles, afin de contribuer à la prévention et la gestion pacifique des conflits qui en résultent au plan national et local. Ce projet a été développé à la suite d'une analyse contextuelle approfondie réalisée par le Gorée Institute pendant le second semestre 2014, et qui a soulevé de sérieuses préoccupations relatives à la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'ouest. En effet, dans cette sous-région « bénie par la nature », les pays qui tirent une plus forte rente des ressources naturelles et des minéraux de grande valeur continuent de voir la majorité de leur population sombrer dans la pauvreté, la précarité et la violence. Par ailleurs, dans des zones telles que la région du Bassin du Fleuve Mano offrant un haut potentiel de ressources rares, le risque est toujours imminent de voir des tensions et des crises mineures s'enliser ou se transformer en conflits intra/intercommunautaires, ou en des guerres civiles dévastatrices – comme ce fut le cas au Liberia et en Sierra Leone durant la décennie 1990-2000.



Malgré les efforts des Etats africains dans l'amélioration de la gouvernance en matière de ressources naturelles, ces dernières ne constituent toujours pas une voie permettant un développement qui transforme nos Etats. En fait, les ressources naturelles constituent encore l'une des causes principales de conflits violents, et elles représentent une menace dans le processus de démocratisation dans la plupart de nos Etats (Tana Forum 2017). C'est dire qu'il y a une nécessité de changement de paradigme dans la réflexion et dans les mesures sur la gouvernance des ressources naturelles en Afrique.

Dans un contexte ouest-africain aussi fragile et imprévisible, la question cruciale que s'est posée le Gorée Institute – qui est au cœur même de ce projet – est celle de savoir : comment assurer une meilleure gouvernance des ressources naturelles pour en faire un véritable levier de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de cohésion sociale en Afrique de l'ouest ? Autrement dit, comment rompre le lien paradoxal entre

l'abondance des ressources naturelles, la persistance de la pauvreté et la récurrence de conflits violents dans la sous-région ? C'est autour de cette problématique essentielle que le Gorée Institute a élaboré le présent projet, pour contribuer aux efforts nationaux et internationaux en cours visant à trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes de gouvernance, afin d'anticiper et/ou de prévenir les conflits portant sur les ressources naturelles, tout en apportant une réelle valeur ajoutée en termes d'approche, d'efficacité et de performance.

RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROJET GRN

La priorité du Gorée Institut est de renforcer l'implication des principaux acteurs locaux, nationaux et régionaux à la gouvernance transparente, équitable et optimale des ressources naturelles pour une appropriation citoyenne d'une transformation socioéconomique inclusive et participative gage de paix et de stabilité en Afrique de l'ouest

Plus spécifiquement, le projet gouvernance inclusive des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest vise les trois objectifs suivants :

- ✦ Contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des causes structurelles des conflits portant sur les ressources naturelles en Afrique de l'ouest ;
- ✦ Contribuer à la prévention des conflits ou des risques de confrontations violentes autour des ressources naturelles, par la promotion de la gouvernance participative, du dialogue multipartite et de la concertation entre les parties prenantes nationales et locales ;
- ✦ Contribuer à l'efficacité des acteurs de terrain, notamment les OSC et réseaux nationaux, dans la conduite d'actions collectives en faveur de la bonne gouvernance des ressources, de la prévention et la gestion pacifique des conflits au niveau national et local.
- ✦ Contribuer à renforcer les organisations de la société civile et les acteurs locaux à développer des approches de dialogue et de plaidoyer multi-acteurs et inclusives dans la conception, la mise en œuvre et la promotion de la transparence dans les politiques relatives à la gouvernance des ressources naturelles.

RESULTATS ATTENDUS DU PROJET GRN

Le présent projet vise les résultats suivants :

- ✦ De nouvelles connaissances empiriques ont été produites, permettant ainsi une meilleure compréhension des enjeux et des causes structurelles des conflits portant sur les ressources naturelles en Afrique de l'ouest, notamment dans les pays cibles du projet ;
- ✦ La priorité donnée aux intérêts des citoyens notamment des communautés de base, a leurs droits sociopolitiques et économiques et au renforcement de la participation politique dans la gestion inclusive et équitable des ressources naturelles ;
- ✦ Les parties prenantes locales et nationales ont compris l'importance de la gouvernance participative, du dialogue et de la concertation ; elles se font davantage confiance et gèrent mieux leurs désaccords relatifs à la gestion des ressources naturelles sans recourir à la violence ni prôner son usage ;
- ✦ Les acteurs de terrain ciblés par ce projet ont vu leurs compétences et capacités techniques renforcées ; ils sont mieux organisés, travaillent en synergie et sont devenus plus efficaces dans la conduite d'actions collectives en faveur de la bonne gouvernance des ressources, la prévention et la gestion pacifique des conflits au niveau national et communautaire.
- ✦ La mise en œuvre des mécanismes continentaux et régionaux de contrôle et d'évaluation de la mise en œuvre des politiques relatives à la gouvernance des ressources naturelles en Afrique notamment la Vision Minière Africaine-VMA de l'Union Africaine.

FORMATION ET DE DIALOGUE MULTI-ACTEURS SUR LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Cet atelier qui avait pour thème : « Abondance des ressources naturelles et récurrence des conflits violents en Afrique de l'ouest : comment résoudre le paradoxe ? », s'est tenu du 07 au 09 mars 2017, à Conakry, en République de Guinée. Il s'inscrivait dans la continuité des activités réalisées depuis 2013, dans le cadre du projet « Gouvernance des Ressources Naturelles et Prévention des Conflits en Afrique de l'ouest », dont l'objectif principal est de contribuer à la paix et à la stabilité en Afrique de l'Ouest, par la promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles et le renforcement des capacités dans la prévention ou la gestion pacifique des conflits qui en résultent au plan sous régional, national et local. Pour le Goree Institute, l'atelier visait à contribuer à la prévention des conflits liés aux ressources naturelles en République de Guinée, à travers :

- La sensibilisation et la capacitation des acteurs de la société civile guinéenne, en vue de leur efficacité dans l'analyse, la prévention et la gestion des conflits au niveau national et communautaire ;
- La facilitation du dialogue multi-acteurs, pour une plus grande concertation et la pacification des relations entre l'Etat, les principaux acteurs du secteur minier guinéen, les organisations de la société civile et les communautés à la base.
- La contribution à l'effectivité de la gouvernance participative des ressources naturelles en République de Guinée, à travers l'impulsion d'une véritable dynamique de synergie et de collaboration entre les parties prenantes principales, notamment l'Etat central, les autorités déconcentrées, la représentation nationale, les élus locaux, les investisseurs, les sociétés exploitantes, les OSC et les OCB.

Le choix de la République de Guinée pour tenir cet atelier a été motivé par plusieurs raisons dont deux en particulier méritent d'être soulignées.

Premièrement, selon les chiffres de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en Guinée (ITIEG), l'exploitation minière assure plus de 80 % des exportations du pays, environ 25 à 30% des recettes de l'Etat, et 17 à 20 % du PIB. De même, les sociétés minières sont une source importante d'emploi salarié, tandis que l'exploitation artisanale de l'or et du diamant touche une part significative des populations rurales, notamment en Haute-Guinée et en Guinée-Forestière. Malgré ce potentiel important et les efforts déployés par les autorités compétentes pour le valoriser, le secteur minier guinéen n'a pas répondu aux attentes en termes de contribution à l'économie nationale. Qui plus est, l'exploitation et la gestion des ressources naturelles dans ce pays sont une source de conflits qui minent ses efforts de développement, l'empêchant ainsi de sortir du cycle infernal de la pauvreté endémique et de l'insécurité humaine.

Deuxièmement, ce choix est pertinent eu égard à l'expérience de travail du Gorée Institute en Guinée qui remonte à plusieurs années déjà, et qui a permis de renforcer les capacités d'une masse critique d'acteurs des OSC guinéennes, notamment les femmes, les jeunes, les médias. En 2013, l'Institut a créé un cadre de collaboration pérenne avec les parties prenantes du processus démocratique, notamment en mettant en place la « Case de Veille Electorale de la Coalition des Femmes et Filles de Guinée pour les élections législatives du 28 septembre 2013 ».

L'approche inclusive et participative du Gorée Institute, sa connaissance du terrain, sa crédibilité auprès de la société civile et des partenaires au développement en République de Guinée, était les clés du succès de cet atelier. En effet, en prélude à l'atelier multi-acteurs du 07 au 09 mars 2017, le Gorée Institute a déployé une mission préparatoire à Conakry du 11 au 21 décembre 2016, qui a rencontré les autorités nationales compétentes, la société civile guinéenne, les partenaires de développement, les réseaux d'associations de jeunes et de femmes, etc. Cette mission a préparé le terrain pour un bon déroulement de l'atelier : elle a permis de sensibiliser les décideurs et d'interagir avec les acteurs de terrain, de recueillir les informations utiles, les besoins et les recommandations permettant ainsi de mieux adapter les outils du Gorée Institute au contexte et aux réalités nationales. Conformément à l'approche multi-acteurs favorisée par l'Institut, les 47 participants qui ont pris part à l'atelier, provenaient à la fois des organisations de la société civile, des médias, de l'armée et des institutions étatiques (Assemblée nationale, ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, ministère des Mines et de la Géologie, etc.).

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

- **Une plateforme citoyenne de dialogue multi-acteurs a été mise en place en République de Guinée**, regroupant une trentaine d'OSC guinéennes, et servant de cadre de concertation et de collaboration entre les parties prenantes nationales, mais aussi de plaidoyer auprès des autorités nationales et internationales compétentes.
- **47 acteurs clés du secteur des ressources naturelles et de la société civile guinéenne** ont vu leurs capacités renforcées et ont acquis de nouvelles connaissances techniques ainsi qu'un savoir-faire pratique en matière d'analyse, de prévention et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles au plan national et communautaire. En termes d'actions post-formation, ces bénéficiaires directs ont utilisé les modules mis à leur disposition par le Gorée Institute pour restituer à leur base et partager ainsi les connaissances acquises lors de cette session à un plus grand nombre d'acteurs.
- **Un document d'analyse a été produit** sur les défis de la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, avec des recommandations pratiques sur des possibles stratégies et actions à mener pour améliorer la gouvernance des ressources et réduire ou mettre fin aux conflits qui en résultent, notamment dans les communautés riveraines des zones minières en Guinée. Ce document pourrait servir également d'outil d'aide à la décision efficace, si les autorités compétentes guinéennes l'intègrent dans leur corpus de textes ou documents de travail sur la gouvernance du secteur des ressources naturelles.
- **Une cartographie de zones de crises et des foyers de tensions – « les points chauds » en République de Guinée** – a été réalisée, de manière inclusive et participative, grâce aux propositions pertinentes des participants à cet atelier. Cette cartographie n'aura pas seulement permis d'identifier les « foyers de tension » relatifs à l'exploitation et/ou la gestion des ressources naturelles en Guinée, elle a également permis de formuler des recommandations pratiques à l'intention des acteurs guinéens ; afin de les aider à élaborer une stratégie nationale cohérente de monitoring des conflits, d'alerte précoce, de plaidoyer et d'aide à la décision.
- **Un document d'orientation stratégique a été réalisé** sur la prévention et la gestion des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, identifiant clairement les actions prioritaires à entreprendre et à soutenir pour contribuer à l'amélioration de la qualité de la gouvernance des ressources et la réduction de conflits violents dans ce pays. Cet outil, s'il est exploité à bon escient par les OSC guinéennes, peut les aider à mieux élaborer des projets en matière de prévention des conflits liés aux ressources naturelles ; et donc à mener des actions pertinentes et efficaces, ayant un impact réel sur le terrain. Les bailleurs aussi peuvent se servir de ce document pour mieux comprendre les besoins spécifiques du pays afin de soutenir des projets susceptibles d'y répondre efficacement.
- **Un module de formation a été élaboré** axé sur les besoins en connaissances et en compétences des acteurs de la société civile guinéenne, identifiés par la mission et l'étude menées sur le terrain par le Gorée Institute en prélude à l'atelier, entre décembre 2016 et mars 2017. Cet outil pratique a déjà contribué à la capacitation et au transfert de connaissances techniques à un nombre important d'acteurs clés de la société civile guinéenne dans l'analyse, la prévention et la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.
- Au-delà du renforcement des capacités, l'atelier a permis de créer un cadre de dialogue, de plaidoyer et de concertation entre acteurs étatiques et non étatiques pour une bonne gouvernance des ressources naturelles notamment par l'inclusion des communautés locales, l'établissement d'institutions fortes et de politiques fiables axées sur les priorités des citoyens.

LEADERSHIP-JEUNE ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le projet « *Leadership-Jeune et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest* » a été mis en place dans l'optique d'atteindre une participation effective et significative des jeunes dans les processus de paix et de cohésion sociale en Afrique de l'ouest. Plus spécifiquement, le projet vise à fournir aux jeunes les connaissances et les outils techniques dont ils ont besoin pour jouer pleinement leur rôle dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans leurs pays respectifs, au sein de leurs communautés.

En Afrique de l'ouest, notamment dans les pays de l'espace CEDEAO, les jeunes de 18-35 ans représentent plus de 40% de la population active, dépassant parfois largement les 70% dans des pays en reconstruction post-conflit comme la Côte d'Ivoire. Ces jeunes devraient représenter une force positive pour la sous-région, ayant un rôle essentiel à jouer dans les processus de paix et de cohésion sociale au niveau national et local. Malheureusement, leur potentiel n'est pas souvent bien exploité, et leur participation aux instances décisionnelles est demeurée très marginale. Dans des cas exceptionnels où ils sont associés aux processus décisionnels en faveur de la paix, ces jeunes sont souvent incapables de prendre des initiatives concrètes et pertinentes. Deux constats se dégagent de cet état de fait : d'une part, les jeunes ne sont pas bien préparés à assumer leur rôle en tant que futurs leaders ; d'autre part, ils ne sont pas souvent mis dans des conditions optimales leur permettant d'assumer pleinement leurs responsabilités vis-à-vis de leurs pairs et de leurs communautés.

Pour qu'ils puissent assumer pleinement leur rôle, les jeunes ont besoin d'être formés et accompagnés. Pour le Gorée Institute, la formation pratique, le transfert des compétences et le renforcement des capacités techniques sont la « condition sine qua non » pour l'optimisation de la participation des jeunes aux actions collectives et citoyennes dédiées à la consolidation de la paix et la prévention des conflits violents en Afrique de l'ouest. C'est d'autant plus important que la formation et le renforcement des capacités des jeunes constituent l'une des préoccupations dominantes de la Charte Africaine de la Jeunesse. Donc, le présent projet s'inscrit dans la stratégie opérationnelle du Gorée Institute. Puisqu'il permet de prendre en charges les besoins et les aspirations de la jeunesse, et d'optimiser ainsi les chances de réaliser sa mission de « contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique ».



Les cibles primaires sont les jeunes leaders âgés entre 18 et 35 ans. Ces jeunes sont des membres actifs d'OSC, ONG, associations de jeunes, conseils nationaux de jeunes, maisons de jeunes, etc. Ils sont essentiellement issus des 09 pays de la CEDEAO suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Du point de vue opérationnel, le projet comporte deux volets complémentaires : un volet technique et un volet de plaidoyer. Le volet technique est dédié au renforcement des capacités et au transfert de compétences en matière d'analyse, de gestion pacifique et de prévention des conflits, mais aussi de leadership organisationnel, afin de permettre aux jeunes de contribuer efficacement au processus de paix dans leurs pays. Le volet de plaidoyer vise la création de synergies fortes autour des questions relatives à la « jeunesse, la paix et la sécurité », à travers la mise en place d'une « Plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest ».

RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET

Globalement, le présent projet Leadership-Jeunes et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest a pour objectif de contribuer au développement du leadership-Jeune, en vue d'assurer une participation effective et significative des jeunes dans les processus de paix et de cohésion sociale en Afrique de l'ouest.

Plus spécifiquement, le projet vise, entre autres, les objectifs suivants :

- Fournir aux jeunes de 18-35, les plus engagés dans les organisations de la société civile ouest-africaines, les connaissances techniques et les outils dont ils ont besoin pour jouer pleinement leur rôle dans la prévention et la gestion des conflits, ainsi que la sensibilisation des jeunes contre la violence à la base ;
- Aider ces jeunes à développer leurs capacités et leurs aptitudes au leadership, à travers un transfert de compétences, un coaching individuel et collectif adapté, le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de leadership et de gestion des organisations ;
- Promouvoir la « voix des jeunes » sur les questions relatives à la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest, à travers la mise en place et l'animation d'un forum annuel sous régional sur la « jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest » ;
- Contribuer au développement de synergies d'action entre les structures les plus représentatives des jeunes nationales ouest-africaines, à travers la mise en place d'une plateforme sous régionale de la jeunesse pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest »



FORMATION DE FORMATEURS (FDF) EN « LEADERSHIP-JEUNE ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST »

L'atelier de formation de formateurs (FdF) a été organisé, du 24 au 28 juillet 2017, sur l'île de Gorée (Dakar – Sénégal), à l'intention de 22 jeunes issus des organisations de la société civile de neuf (09) pays de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo. Cette session de cinq (05) jours s'inscrivait dans la continuité des activités dédiées à l'autonomisation et leur responsabilisation des jeunes dans les processus de paix, à travers le transfert de connaissances théoriques, l'échange d'expériences pratiques et la promotion de bonnes pratiques individuelles et collectives. Pour le Gorée Institute, la formation orientée sur l'action et le renforcement des capacités techniques sont la « condition sine qua non » pour l'optimisation de la participation des jeunes aux actions citoyennes en faveur de la consolidation de la paix et la prévention des conflits violents en Afrique de l'ouest. Compte tenu du besoin important en formation des jeunes en matière de leadership, de prévention et de gestion des conflits, vue la demande de plus en plus pressante dépassant largement les capacités techniques et financières, l'Institut a initié cette formation dans le but de constituer dans chaque pays un groupe de formateurs nationaux qui puissent assurer le relais sur le terrain et un impact au projet.

L'objectif global de cette formation de formateurs a été de renforcer les connaissances et les compétences techniques des participants en matière d'analyse et de prévention des conflits, afin qu'ils puissent les transférer à un plus grand nombre de jeunes dans leurs pays respectifs. Il s'agissait aussi à travers cette FdF d'outiller les bénéficiaires aux techniques de formation des adultes, de développement de curriculum et de transfert des compétences dans les domaines de la prévention et la gestion des conflits.

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

Globalement, cette formation de formateurs a atteint ses objectifs, en termes de transfert de connaissances et de coaching personnalisé, puisque les 25 bénéficiaires ont fait montre d'une bonne maîtrise des modules enseignés et des techniques de facilitation proposées. Au regard des rendus des exercices et des tests auxquels ils ont été soumis in situ, les participants ont clairement démontré leur aptitude à assumer le rôle de formateur au niveau communautaire. Ils ont également démontré leur capacité à produire de nouveaux outils ou à adapter les outils mis à leur disposition aux réalités des cibles, et à les utiliser efficacement pour transmettre les connaissances et le savoir-faire acquis à un plus grand nombre de jeunes dans leurs pays. Plus spécifiquement, les résultats suivants ont été atteints par cet atelier :

- ✶ Les 25 participants ont vu leur savoir-faire et leurs compétences techniques renforcés en matière d'analyse et de gestion des situations de conflits ;
- ✶ Les participants ont une meilleure compréhension des principes du leadership, et ont davantage conscience des qualités qu'ils doivent améliorer pour avoir une influence positive vis-à-vis de leurs pairs ;
- ✶ Les participants ont bien assimilé les techniques pédagogiques proposées, ils sont capables de transmettre les connaissances acquises et les aptitudes développées en matière de leadership, d'analyse, de prévention et/ou de gestion des situations de conflits ;
- ✶ Les participants ont mieux appréhendé la fonction de formateur : ils connaissent les différents aspects de la communication en situation de formation ; ils font une bonne utilisation des aides pédagogiques (tableau, transparents, vidéoprojecteur) ;
- ✶ Les participants sont sensibilisés par rapport aux représentations du formateur et aux comportements qu'elles peuvent induire dans l'animation d'une formation ; ils connaissent les comportements professionnels appropriés en situation de formation ;
- ✶ Les participants sont aptes à mettre leurs aptitudes de leader en pratique (communication, écoute, recherche de solutions, prise de décision, coordination, etc.) et à adopter les attitudes appropriées concernant leurs responsabilités vis-à-vis de leurs pairs et leurs communautés.



En définitive, au terme de cet atelier de FdF, les participants ont pu renforcer leurs connaissances et leur savoir-faire en matière de facilitation de formation et de partage d'expériences. En effet, eu égard aux différentes présentations qu'ils ont faites lors des restitutions de travaux pratiques, les bénéficiaires ont montré une bonne maîtrise des techniques pédagogiques qui leur ont été transmises. A travers des tests pratiques de mise en situation et des jeux de rôles, ils ont démontré qu'ils sont capables de transmettre les connaissances acquises et les aptitudes développées en matière de leadership, d'analyse, de prévention et de gestion des situations de conflits. Grâce à ce premier atelier de FdF, un pool de jeunes formateurs sous régionaux est en voie de constitution, dans la perspective d'assurer le relais à la base, en termes de transmission de connaissances, de sensibilisation et de promotion de bonnes pratiques auprès des jeunes en matière de leadership et de prévention des conflits.

SUMMER SCHOOL LE LEADERSHIP DES JEUNES FACE AUX DEFIS SECURITAIRES

Dans le cadre d'un partenariat technique entre le Goree Institute et la Fondation Konrad Adenauer, un Summer School au profit de 20 jeunes du Sénégal a été organisé du 07 au 11 août 2017 sur le thème : Leadership Jeune face aux défis sécuritaires. Cette session de formation qui s'est déroulée sur quatre (04) jours avait pour objectif de contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique à travers le renforcement de capacités de 20 jeunes leaders dynamiques issus de diverses organisations de la société civile sénégalaise. À la suite de cette formation, ces jeunes pourront restituer leurs connaissances au sein de leurs organisations et communautés respectives.



Cette collaboration entre dans le cadre de la mise en œuvre du Centre d'excellence du Goree Institute et s'inscrit dans la perspective des programmes de jeunes leaders de la Fondation Konrad Adenauer. La jeunesse sénégalaise occupe une place prépondérante dans le développement du pays. En 2013, les moins de 20 ans occupaient près de 55% de la population sénégalaise qui observait un taux de croissance de 2,8%. La jeunesse sénégalaise est, en plus, au cœur des différentes problématiques liées à la paix et à la sécurité. En effet, les jeunes sont très impliqués dans les partis politiques, où ils sont le plus souvent utilisés à des fins d'instrumentalisation. De plus, ils sont la proie à différentes problématiques dont la migration clandestine, la radicalisation, de même qu'à d'autres problèmes dont les causes sont liées, entre autres, à un fort taux de chômage et à leur non implication dans les processus de prise de décision.

Le Goree Institute a, depuis près de 25 ans, fortement contribué à renforcer la paix et la sécurité à travers la participation des jeunes en Afrique de l'Ouest, dans les processus de paix, de développement et dans les processus politiques. En effet, à travers son Programme de Prévention des conflits et de consolidation de la paix, l'Institut a pu renforcer la capacité de plusieurs jeunes acteurs de la société civile en Afrique de l'Ouest, créant ainsi une synergie entre leurs différentes organisations. Leurs connaissances en leadership, outils d'analyse de conflits et de médiation ont pu, une fois acquises, servir jusqu'ici à baliser le terrain pour l'apaisement des conflits sur le plan communautaire et national. La Fondation Konrad Adenauer a pour sa part, beaucoup investi le terrain dans le domaine des dialogues multi-acteurs sur plusieurs fronts. L'implication de la Fondation dans les débats liés à la décentralisation ainsi que la citoyenneté des jeunes entre autres est un engagement continu.

Cette première édition du « Summer School » venait donc appuyer des initiatives entamées de part et d'autre des deux institutions pour adresser les questions de fond telles la citoyenneté, les défis liés à la migration des jeunes, l'éthique qui contribuent grandement à l'instabilité politique des pays africains, y compris à la sécurité humaine au Sénégal. Ainsi, cette formation se focalisera-t-elle sur le Leadership des jeunes, la Paix et la Sécurité afin de prendre en compte toutes les préoccupations qui, une fois couvertes, pourront permettre aux jeunes d'être de meilleurs acteurs et des modèles de leadership autant sur le plan communautaire et national que sous régional et international.

L'objectif principal de ce premier Summer School est de contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique à travers le renforcement de capacités et l'accompagnement de jeunes leaders sénégalais.

De façon plus spécifique, cette session annuelle vise à :

- ✦ Créer un réseau de jeunes leaders sénégalais issus d'organisations de la société civile pour la paix et la stabilité ;
- ✦ Renforcer leur capacité sur diverses thématiques liées à la paix et à la sécurité notamment sur les systèmes de conflits et les enjeux sécuritaires en Afrique ;
- ✦ Les accompagner et les encadrer dans le processus de post-formation ;
- ✦ Capitaliser les productions des participants sur le leadership et les jeunes en Afrique à travers une publication ;
- ✦ Assurer la pérennité de la formation en créant un réseau d' alumni en vue d'un transfert des acquis de la formation au sein des communautés de base.

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

En termes d'acquis, l'atelier a permis d'obtenir les résultats suivants :

- ✦ Un transfert effectif de connaissances en matière de leadership et de plaidoyer. À titre d'exemple, les participants ont pu appréhender le rôle et les qualités d'un leader, réaliser l'importance du travail en équipe, du partenariat ainsi que du dialogue entre les parties prenantes. Enfin, ils ont exploré les dimensions du plaidoyer et ont été amenés à s'entraîner à travers des exercices.
- ✦ Le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'efficacité organisationnelle ; ceci a permis aux participants d'obtenir les clés pour rendre leurs OSC plus efficaces, ce qui passe entre autre par la maîtrise de son environnement, l'identification des besoins des cibles pour adresser des solutions adaptées, la maîtrise des différentes dimensions de l'organisation (rationnelle, humaine, symbolique, politique) ainsi que la gestion des conflits au sein d'une organisation et la conciliation entre le nécessaire contrôle des coûts et la production d'un service de qualité.
- ✦ Meilleure appréhension des valeurs et des principes de gouvernance institutionnelle. C'est une notion capitale pour les jeunes leaders puisqu'elle renvoie au processus décisionnel au sein de tous les groupements sociaux (l'État, l'entreprise, les collectivités, les associations, la cellule familiale, etc.) et à tous les niveaux (du local au mondial).

2^{ÈME} FORUM SOUS RÉGIONAL SUR LE « LEADERSHIP-JEUNE ET LA PREVENTION DES CONFLITS DANS L'ESPACE CEDEAO



Ce forum, qui fait suite à celui de 2016 à Abidjan, s'inscrit dans le cadre du Programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits du Goree Institute. Placé sous le double parrainage du Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité et du Ministère de la Promotion de la Jeunesse de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique de la République de Côte d'Ivoire, ce second forum sous régional organisé par le Gorée Institute pour le compte de son Programme Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits a rassemblé une cinquantaine de jeunes leaders âgés de 18 à 35 ans, et tous membres actifs d'OSC, d'ONG, d'associations de jeunesses, de conseils nationaux de jeunesses, de maisons de jeunes de 09 pays de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

En se fondant sur les acquis du forum de juillet 2016 à Abidjan, la rencontre a adopté une méthodologie de travail en trois axes : (i) renforcer les capacités organisationnelles des jeunes leaders en prévention et gestion des conflits (formation en sessions modulaires), (ii) recueillir leurs points de vue et analyses sur les questions spécifiques à leurs pays (panels thématiques) et (iii) leur offrir l'opportunité d'échanger avec des décideurs au sein du gouvernement ivoirien, des institutions sous régionales et des OSC (partages d'expériences).

Les différentes présentations ont été suivies d'échanges sous forme de questions et de contributions qui ont enrichi les points de vue des uns et des autres. Les débats ont abouti à des conclusions qui ont mis en avant les recommandations des jeunes leaders en vue d'une implication plus active et plus déterminante de leur part dans la gestion des conflits dans leurs pays respectifs et dans la sous-région ouest africaine.

De manière générale, le forum entendait offrir aux jeunes leaders un cadre de dialogue, d'apprentissage, d'échange d'expériences et de meilleures pratiques en vue d'améliorer qualitativement leur participation aux processus de paix et de développement dans leurs pays respectifs et à travers la sous-région ouest-africaine. De manière spécifique, il était question de :

- ✦ Contribuer à améliorer ou à consolider les connaissances des jeunes sur les méthodes collaboratives de gestion des conflits et de prévention de la violence ;
- ✦ Aider les jeunes à analyser la situation politique et sécuritaire de leur pays, et à faire entendre la « voix des jeunes » sur les problèmes et les défis auxquels la jeunesse fait face dans leur pays ou leur communauté ;
- ✦ Permettre aux jeunes d'interagir avec les autorités et les représentants des institutions internationales et sous régionales, et d'apprendre de leurs expériences ;
- ✦ Consolider les acquis et élargir la Plateforme mise en place à Abidjan le 22 juillet 2016, placée sous la coordination du Gorée Institute ;

- ✦ Procéder au lancement d'une « communauté de pratiques » des jeunes leaders de l'espace CEDEAO, ayant pour but de faciliter l'apprentissage et la collaboration en réseau, le partage d'expériences et de meilleures pratiques sur une base continue et à long terme.

En termes de succès, Abidjan 2017 a assuré la continuité d'Abidjan 2016. Plus concrètement, les résultats suivants ont été atteints par ce forum :

- ✦ Des connaissances pratiques ont été transférées aux 50 participants qui seront capables de les transmettre à d'autres jeunes ou de mener des actions concrètes sur le terrain pour gérer des conflits et prévenir la violence ;
- ✦ Les participants ont analysé la situation politique et sécuritaire de leur pays et ont exprimé la « voix des jeunes » sur des solutions aux problèmes et aux défis auxquels la jeunesse fait face dans leur pays ou leur communauté ;
- ✦ La Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l'Ouest, mise en place à Abidjan le 22 juillet 2016, a été redynamisée et renforcée avec de nouvelles adhésions ;
- ✦ Une « communauté de pratiques » des jeunes leaders de l'espace CEDEAO a été lancée, et les termes de référence pour assurer son fonctionnement ont été définis et adoptés ;
- ✦ Un « cahier de recommandations » a été produit sur les actions pragmatiques à prendre pour maîtriser ou transformer positivement la situation actuelle des jeunes dans la sous-région.

La valeur ajoutée réelle a été la prise en compte de la « voix des jeunes » telle qu'exprimée par leurs leaders au moyen de la plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest. Le Gorée Institute, en créant ce cadre de rencontre entre les membres de cette plateforme, puis entre eux et les acteurs des OSC et les décideurs, entendent rendre plus pragmatiques, effectives et efficaces la compréhension et la gestion des conflits par les jeunes.

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

Globalement, le bilan du présent projet a été satisfaisant et encourageant, justifiant ainsi non seulement sa pertinence mais également la nécessité de sa mise en œuvre. Dans sa première phase (2014-2016), le projet « Leadership Jeune, Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest » a permis la formation et le transfert de compétences à une masse critique de jeunes issus de neuf (09) pays de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Au total, 150 jeunes leaders ouest-africains ont bénéficié directement des formations dispensées dans le cadre de ce projet.

En termes de bénéficiaires indirects ce nombre a certainement triplé à ce jour, puisque certains parmi ces 150 bénéficiaires directs ont utilisé les outils du Goree Institute mis à leur disposition pour restituer la formation au sein de leurs structures, partageant ainsi les connaissances et les compétences techniques acquises avec leurs pairs. D'autres, en plus de la restitution et du partage de nouvelles connaissances au sein de leurs associations, ont mobilisé davantage d'organisations de jeunes de leur pays pour les fédérer autour d'un nouveau réseau national. C'est le cas en Guinée où les jeunes leaders formés par le Gorée Institute ont mis en place le réseau « LEJEPAD-GUINEE » : Leadership Jeune pour la Paix et le Développement.

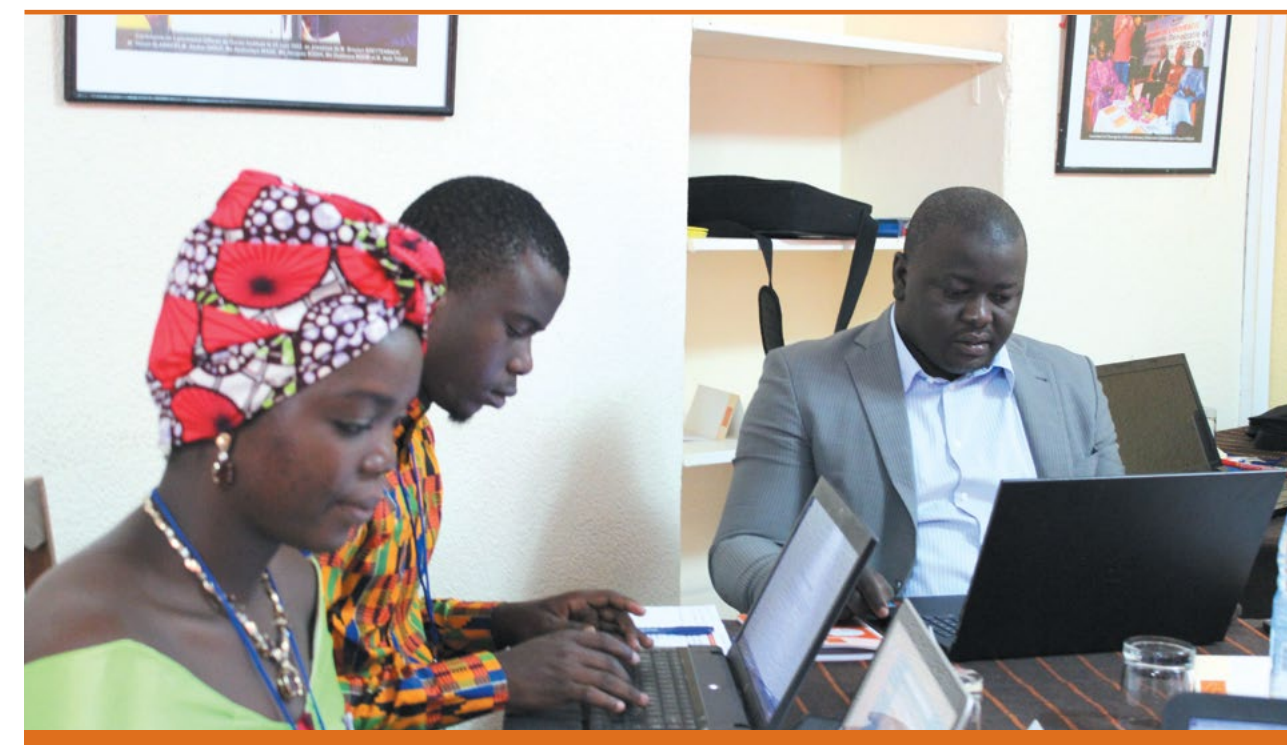
Pendant l'année 2017, le projet dans sa démarche opérationnelle a mis un point d'honneur à la formation des jeunes de la société civile, afin de renforcer leurs capacités techniques en matière de leadership collectif, d'analyse et de gestion pacifique des conflits. Au total, 94 jeunes leaders ont été formés et outillés par le Gorée Institute. Un groupe de 22 jeunes formateurs a été constitué pour assurer le relais au niveau national et communautaire dans la mobilisation, la sensibilisation et la formation des jeunes en matière de prévention de conflits.

L'accent a été également mis sur la sensibilisation des jeunes, afin qu'ils soient plus résilients face à l'extrémisme violent et qu'ils s'impliquent davantage dans la lutte contre le phénomène du terrorisme au sein des pays et à travers la sous-région. Le Gorée Institute a accordé une priorité à l'analyse et à l'évaluation des besoins les plus urgents des jeunes par les jeunes eux-mêmes ; la création de cadres d'expression pour les jeunes ; la facilitation du dialogue, la mise en réseau et le développement de synergies fortes entre les associations nationales de jeunes. La coordination nationale guinéenne de la Plateforme des Jeunes pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion Sociale en Afrique de l'Ouest a été redynamisée, lors d'une réunion présidée par GORIN le 17 mars 2017, les TDR de la coordination ont été élaborée et sont en cours de validation en vue d'un lancement officiel (plaidoyer national).

In fine, le présent projet contribue à l'atteinte des objectifs fixés par les instruments internationaux, régionaux et sous régionaux relatifs à la « responsabilisation de la jeunesse et son implication dans les processus de paix et de sécurité », notamment : la Résolution 2250 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en décembre 2015; le Cadre de Prévention des Conflits (CPCC) adopté par le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO en janvier 2008, la Charte Africaine de la Jeunesse adoptée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine en juillet 2006.



MÉDIAS ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST



De prime abord, il est important de rappeler que le projet « Médias et Prévention des Conflits », mis en place depuis novembre 2014, a pour objectif global de contribuer à endiguer le phénomène du « journalisme pyromane » en Afrique de l'ouest, à travers le changement positif des comportements et la promotion de bonnes pratiques en matière de production ou de diffusion de l'information sur les conflits. Pour atteindre cet objectif principal, l'Institut a opté pour la stratégie de l'« empowerment », consistant dans l'autonomisation et la responsabilisation des acteurs clés du secteur des médias, par le biais de la formation, le renforcement des capacités et le transfert de compétences. Dans cette optique, le projet est axé sur la capacitation d'une masse critique des acteurs clés du secteur des médias, notamment les professionnels ayant un rôle central à jouer dans les rédactions, les corporations, les organisations syndicales, les instances de régulation et/ou d'autorégulation, etc. A travers cette démarche opérationnelle, le projet vise les objectifs spécifiques suivants :

- ✿ L'amélioration des connaissances et des aptitudes techniques des acteurs de médias dans l'analyse des situations de conflits, la compréhension des enjeux et l'identification des parties prenantes ;
- ✿ La promotion de bonnes pratiques professionnelles relatives à la production et la diffusion d'une information vraie, impartiale et utile sur les différentes crises de la sous-région ;
- ✿ La maîtrise des techniques d'entretien et de reportage « sensible au conflit », pour se prémunir contre les risques la désinformation, la manipulation et l'instrumentalisation des populations.

En définitive, à travers ce projet, le Gorée Institute contribue également à promouvoir la responsabilité des médias et leur implication dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violents dans la sous-région.

FORMATION SUR LA RESPONSABILITÉ DES MEDIA ET DES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION DANS LA PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Cette atelier de renforcement des capacités et d'échange d'expériences sur «la responsabilité des media et des professionnels de l'information dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest », tenue du 23 au 25 novembre 2017 dans les locaux du Goree Institute entrain dans le cadre du plan de travail annuel 2017 du programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits ». Plus spécifiquement, l'atelier s'inscrivait dans la continuité des activités de renforcement de capacités et de transfert de compétences menées depuis 2013, au titre du projet « Médias et Prévention des Conflits », pour contribuer à endiguer le phénomène du « journalisme pyromane » en Afrique de l'ouest en général, et dans les pays de la CEDEAO en particulier. Au total 22 professionnels de media en provenance de neuf (09) pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) ont pris part à cette session de trois jours.

Le Goree Institute est convaincu que les médias ont un rôle capital à jouer dans le processus démocratique, dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest. Fort de cette conviction – et sachant qu'une grande majorité des journalistes et professionnels de media n'ont pas le capacités techniques nécessaires pour assumer ce rôle avec efficacité – l'Institut mis en place ce projet pour contribuer à l'autonomisation et la crédibilisation de ce secteur important. Bâtir des médias autonomes et crédibles revêt une importance capitale au sein de nos États africains qui se veulent démocratiques : parce qu'ils permettent aux citoyens d'accéder à une information de qualité et de se faire une opinion éclairée sur les questions importantes touchant leur collectivité.

C'est dire, des médias libres, autonomes et responsables peuvent être des remparts pour la démocratie et des garants de la paix sociale. C'est pourquoi, il est important de renforcer les capacités des acteurs clés de ce secteur dans l'analyse et la prévention des conflits. C'est dans cet esprit que l'Institut a mis en place ce cours annuel sous régional, qui vise globalement à contribuer au renforcement des capacités des acteurs des médias dans la production d'une information de qualité sur les conflits, sans alimenter le cercle vicieux de la violence. Au total, cinquante et un (51) journalistes et professionnels de médias ont vu leurs compétences renforcées dans l'analyse et la prévention des conflits dans le cadre de ce projet. En définitive, le Gorée Institute entend également promouvoir la responsabilité des médias et leur contribution à la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violents dans la sous-région.

Pour rappel, l'objectif global de l'atelier sur la «la responsabilité des media et des professionnels de l'information dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest », était de promouvoir l'observance des règles d'éthique et déontologiques dans l'analyse des données de conflits ; d'encourager les bonnes pratiques professionnelles en faveur de la production d'une information fiable et utile sur des situations de conflits ou de crises violentes ; et de contribuer ainsi à accroître la responsabilité des media dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Afrique de l'ouest.

Plus spécifiquement, le présent atelier visait à :

- Dresser un état des lieux critique de la situation sécuritaire et inventorier les principales causes de conflits dans la sous-région, à partir d'études de cas pratiques dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone ;
- Identifier les données d'un conflit (les causes, les acteurs et les enjeux) ;
- Donner des aptitudes à produire une information de qualité en situation de conflit, à partir de cas pratiques ;
- S'approprier les règles de base pour la couverture médiatique de l'extrémisme violent et du terrorisme ;
- Faire prendre conscience de l'impact du traitement de l'information sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits ; de même que la consolidation de la paix.

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

L'atelier a permis de dresser un état des lieux de la situation sécuritaire qui prévaut dans chaque pays représenté, mais également de passer en revue les principales causes et les incidences des différents conflits violents et du terrorisme dans la sous-région ;

- Les 22 participants ont pris davantage conscience de l'importance du traitement impartial de l'information pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;
- Les 22 participants ont acquis des connaissances pratiques et les outils techniques nécessaires en matière d'analyse et de compréhension des conflits, ils ont désormais des aptitudes et compétences requises pour informer le public sur des situations de conflits et de post-conflits sans attiser la haine ni faire l'apologie de la violence ;
- Des expériences de terrain et des exemples de bonnes pratiques dans la production et la diffusion d'informations en temps de conflit ont été partagés, et les participants se sont engagés à les mettre en application au quotidien, pour continuer à produire une information de qualité sans inciter à la haine ou la violence ;
- Les 22 participants ont été mis en situation rédactionnelle et ils ont produit des articles analysant des situations de conflits réelles ou potentielles au plan national ou local, répondant aux critères d'impartialité et d'objectivité requis.

Pour rappel, les bénéficiaires directs de cette formation étaient au nombre de 22 journalistes et professionnels des médias en provenance des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo. Les participants sont des journalistes professionnels spécialisés dans les différents genres et supports médiatiques (presse écrite, presse en ligne, réseaux sociaux, radio, télévision, etc.) ; des membres de corporations, syndicats ou organisations professionnelles de médias ; des représentants d'institutions en charge de la régulation et/ou de l'autorégulation du secteur ; des membres actifs et influents d'organisations de la société civile spécialisées ou intéressées par les questions de paix et sécurité en Afrique de l'ouest, etc.

Enfin, au-delà de ces aspects théoriques et conceptuels, les participants ont testé leurs aptitudes à travers des exercices de mise en situation sur le traitement de l'information relative aux situations de conflit : les différentes restitutions ont montré un bon niveau de compréhension qui rassure par rapport à la capacité d'action sur le terrain. Il en était de même concernant les exercices d'analyse critique de productions médiatiques relatives à la couverture de conflits ou de crises en Afrique de l'Ouest, pour tirer des leçons de bonnes et mauvaises pratiques.



FEMME, PAIX ET SECURITE: AFRICAN WOMEN IN ACTION AWA

Depuis son adoption en octobre 2000, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a suscité une mobilisation sur le plan mondial pour une meilleure implication des femmes dans les processus de paix. Si les quinze dernières années ont pu attester de l'amélioration de ces mécanismes, ainsi que du progrès dans la gouvernance de certaines institutions grâce à la bonne mise en œuvre de cette résolution dans certains pays, force est de constater qu'il reste encore à faire dans ce domaine. En effet, Depuis octobre 2000, la R1325 a été renforcée de plusieurs autres résolutions telles la 1820 et 1889, ponctuées par les plus récentes, la 2242 ainsi que la 2250.



Conçu depuis 2012 et se basant sur l'ensemble des acquis du Goree Institute ainsi que son patrimoine d'expérience dans sa collaboration avec les femmes à travers l'Afrique au cours des 20 dernières années, le programme « African Women in Action (AWA) » est une initiative innovatrice très ambitieuse. Les actions prévues lors de cet atelier sont en harmonie avec 4 de ses 5 axes majeurs, à savoir : créer des espaces d'échanges et de partage d'expérience ; promouvoir le partenariat pour une meilleure collaboration de la base au sommet y compris de la communauté à l'international ; contribuer à créer des mécanismes tout en renforçant ceux existant pour pérenniser les engagements actifs et inclusifs des femmes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la sécurité humaine ; et influencer l'adoption de lois favorables à l'implication des femmes ainsi que leur mise en œuvre dans le cadre de la paix et la sécurité.

« LEADERSHIP FEMMES ET GESTION DES CONFLITS EN AFRIQUE »

Après 2 ans de conceptualisation, le renforcement de capacités des femmes ainsi que la création d'espaces de partage d'expérience a été une priorité, si bien qu'à ce jour, plus de 50 femmes ont été capacitées à travers dix (10) pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que les îles des Comores. Ces formations ont donné lieu à huit (08) Comités Paix et Médiations, Comités qui servent de relais sur le plan communautaire et national pour l'apaisement des conflits. De plus, une plateforme de communication sert sur une base journalière d'outil de partage continu et de support pour une solidarité régionale et continentale. Cet atelier est venu renforcer les mécanismes du Sénégal, rassemblant des acteurs sur le plan national pour une disposition accrue de la cohésion sociale.

Du 05 au 07 septembre 2017, le Goree Institute a organisé un atelier de formation sur « Leadership Jeunes - Femmes et gestion des conflits en Afrique », sur l'île de Gorée au Sénégal. Cet atelier a réuni 25 femmes et jeunes représentants de la société civile sénégalaise, ainsi que d'institutions étatiques afin de renforcer leurs capacités dans plusieurs domaines dont le leadership organisationnel, l'analyse et la gestion des conflits. Afin de favoriser une bonne assimilation des concepts ainsi que la création d'un espace d'échange entre les femmes et les jeunes, le Goree Institute a adopté une approche de facilitation alternant théorie, pratique et partage d'expérience.

Les OSC et OCB de femmes et de jeunes représentent un levier important pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Toutefois, elles présentent des insuffisances notamment en termes de capacité organisationnelle. Dans le but d'améliorer et d'optimiser leurs actions dans le domaine de la paix et la sécurité, la formation « Leadership Jeunes-Femmes et Gestion des Conflits en Afrique » visait à renforcer les capacités des participants en matière de leadership, de performance organisationnelle, d'analyse et de gestion des conflits. Elle entendait également impulser une meilleure synergie entre les femmes et les jeunes pour l'amélioration de la solidarité et le renforcement de la cohésion sociale. Cet atelier a accueilli non seulement des membres de la société civile mais également des représentants du secteur privé, de l'armée et de l'État.

QUELQUES RESULTATS OBTENUS

A la fin de l'atelier les femmes leaders d'OSC, de même que représentants du secteur privé, de l'armée et de l'Etat ont formulé les recommandations suivantes :

- Intégrer les femmes dans la conception et la mise en œuvre de programmes sur la prévention et la réponse à la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme.
- Renforcer le rôle des femmes dans les parlements à travers des formations sur les techniques de prévention et de gestion des conflits ;
- Renforcer les capacités des femmes et des jeunes femmes, dans les domaines de la défense, la sécurité, la gouvernance, les élections, afin qu'elles puissent participer à aux processus de paix ;
- Soutenir la création d'une plateforme commune pour l'échange d'informations, le partage d'expériences, l'organisation de rencontres, le soutien et le plaidoyer, notamment dans le cadre de situations de crises et de conflits ;
- Identifier et recenser les réseaux de femmes et d'organisations de femmes en Afrique de l'Ouest dans le domaine de la paix et sécurité ;
- Créer une base de données des femmes médiatrices impliquées dans les processus de paix en Afrique de l'Ouest.

CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST: DÉFIS ET PRIORITÉS 2018-2020

Il est évident que les défis et priorités actuels ne vont pas radicalement se transformer pour nécessiter une redéfinition des objectifs du projet durant les trois prochaines années. Néanmoins, en plus de s'inscrire dans la continuité de la phase précédente, le projet gagnera à être plus ambitieux dans le suivi et la réalisation de ses objectifs. C'est dans ce sens que le Gorée Institute, dans le cadre de ce programme, a élaboré une nouvelle approche stratégique pour la période 2018-2020, qui s'articule autour des points clés ci-dessous.

1. Promotion du dialogue multi-acteurs et mise en place de plateformes nationales citoyennes :

- Continuer à mobiliser les parties prenantes nationales clés du secteur, et faciliter un dialogue constructif autour des défis et des priorités nationales en termes de gouvernance des ressources naturelles et de prévention des conflits ;
- Promouvoir la participation citoyenne, ainsi que des échanges d'expériences et des discussions ouvertes entre les représentants du gouvernement en place, les membres du parlement, les élus locaux, les acteurs de la société civile, les représentants des communautés, etc. ;
- Mettre en place des plateformes nationales citoyennes de dialogue et de plaidoyer dans tous les autres pays cibles du projet, à l'instar de celle déjà fonctionnelle en République de Guinée depuis mars 2017.

2. Renforcement des capacités techniques et de plaidoyer de la société civile sous régionale et nationale :

- Former davantage d'acteurs de la société civile nationale et sous régionale, renforcer leurs capacités techniques et les mettre en synergies afin qu'ils aient les connaissances et compétences nécessaires pour participer efficacement à la prévention des conflits liés aux ressources naturelles ;
- Fournir aux acteurs formés les outils nécessaires pour s'engager efficacement dans le monitoring et le suivi des indicateurs de conflits nationaux et communautaires liés aux ressources naturelles ;
- Traduire en actions concrètes les recommandations de l'enquête de monitoring, sous la forme d'un plaidoyer national et d'un lobbying plus proactifs auprès des décideurs politiques.

3. Monitoring, analyse et reporting sur les situations de conflits portant sur les ressources naturelles au niveau national et communautaire :

- Développer un outil de monitoring avec des indicateurs mesurables, permettant de recueillir des informations clés et d'avoir une vue d'ensemble sur la dynamique des conflits dans les zones ciblées, en vue d'aider les différentes parties prenantes à mieux les prévenir ou les résoudre durablement ;
- Comprendre les dynamiques, les raisons et facteurs déclencheurs de conflits dans les zones minières ;
- Contribuer à la définition des besoins prioritaires et de stratégies (nationales) efficaces en matière de prévention ou de gestion des conflits liés aux ressources naturelles ;
- Mettre en œuvre des actions de plaidoyer sur base des recommandations pertinentes formulées et des informations récentes et fiables recueillies directement auprès des communautés concernées ;
- Réaliser une cartographie des facteurs de conflit liés aux ressources minières dans les zones retenues pour monitoring.

4. Plaidoyer

Le plaidoyer sera poursuivi et intensifié, particulièrement au niveau national, à travers :

- La production et la dissémination de notes d'analyse, la facilitation de sessions thématiques multipartites, des séances de dialogue visant à amener les autorités publiques compétentes à prendre des mesures correctives pour asseoir les bases d'une gouvernance efficace des ressources naturelles.
- Proposer aux décideurs des mécanismes alternatifs, permettant d'intégrer les pratiques, les cultures et les innovations locales dans les cadres réglementaires officiels pour une gestion transparente des ressources naturelles.
- Veiller au respect des lois et règlements, tout en mettant un point d'honneur à ce qu'ils soient conciliables avec les coutumes, les traditions et les systèmes de valeurs locaux, des communautés qu'ils sont censés gouverner ou régir.

RECOMMANDATIONS ET PISTES D'ACTION POUR LE GORÉE INSTITUTE

Dans sa seconde phase, le projet visera à atteindre la base, c'est-à-dire le niveau communautaire. Pour y arriver efficacement, le Goree Institute devra mettre en pratique les recommandations suivantes :

- Mobiliser, motiver et travailler en parfaite intelligence avec des acteurs des OSC nationales : en faire des relais sur le terrain pour atteindre la base ; en les formant davantage et en leur donnant les outils nécessaires pour mener des actions au niveau communautaire.
- Améliorer les capacités organisationnelles des partenaires : un premier défi majeur à relever est relatif au renforcement des capacités institutionnelles/organisationnelles des partenaires nationaux du Goree Institute ; pour assurer leur crédibilité et leur efficacité sur le terrain et atteindre les résultats escomptés avec/et à travers eux, l'Institut devra leur transférer des compétences nécessaires (et dont ils manquent) pour mieux s'organiser, se professionnaliser davantage, etc.
- Assurer la pérennité et l'impact du projet à la base (niveau communautaire/local) : le Gorée ne pouvant pas se déployer à ce niveau, il devra travailler à travers ses partenaires nationaux, notamment les plateformes citoyennes et réseaux nationaux mis en place. En termes d'activités, à ce niveau local, le GORIN et ses partenaires nationaux pourront faire un monitoring (semestriel) des situations de conflits communautaires, afin de recueillir des données empiriques fiables dont l'analyse et la synthèse permettra de fournir un appui-conseil à la fois aux décideurs nationaux, aux PTF, aux investisseurs, à la société civile de veille, etc.
- Capitaliser sur les expériences des femmes actrices de paix, médiateurs et médiatrices ; partager et conserver la mémoire, par exemple par l'écriture et la diffusion de témoignages et bonnes pratiques sous diverses formes, y compris la production de documentaires basés sur des témoignages de femmes actrices des processus de paix pour valoriser et vulgariser ces expériences ;
- Soutenir la formation des femmes en matière de prévention de crise et de médiation préventive mais aussi favoriser des passerelles entre organisations de femmes et leaders politiques.

II

PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP) EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP) EN AFRIQUE DE L'OUEST



Cette deuxième partie du rapport annuel met en exergue les activités réalisées dans le cadre du Programme Gouvernance et Processus politiques durant l'exercice 2016-2017, par le biais des éléments de stratégies définies par l'Institut Gorée (Recherche, Intervention, Facilitation et Plaidoyer) et s'articulant à la Mission et à la Vision de l'Institut. Une analyse préalable du contexte permet la compréhension des actions ainsi mises en œuvre durant cette période. L'Afrique de l'Ouest vient de boucler un cycle électoral à la suite de la tenue dans la plupart des pays, de tous les types de scrutins (présidentielle, législatives, locales, consultations référendaires, etc.). Pour rappel, l'Institut a été impliqué, à travers son Unité d'assistance électorale, dans le monitoring de la plupart des scrutins organisés en Afrique de l'Ouest, du Centre (Congo) et en Océan Indien (Union des Comores. Cette opportunité de faire le monitoring des élections dans ces différents pays a permis à l'Institut Gorée, au-delà de l'appréciation de la qualité de la gouvernance des processus électoraux en Afrique, d'apprécier le mode de gouvernance des processus politiques. Ainsi donc, par le monitoring électoral, il a été possible de jeter un regard sur la mise en œuvre du projet démocratique en Afrique en général.

Par ailleurs, il est important de signaler une situation sécuritaire fragile en Afrique avec le développement du jihadisme et du radicalisme religieux, alimenté par la faiblesse des Etats africains, la réalité d'un système de conflits en Afrique dont l'épicentre se trouve dans la zone sahélo saharienne mais également le phénomène de la mondialisation. Cette situation sécuritaire fragile induit des problématiques et enjeux multi dimensionnels, notamment dans un contexte africain de porosité des frontières, de faiblesses institutionnelles, de crise de l'Etat Nation, d'une faiblesse du niveau de résilience face aux différentes formes d'influences.

S'agissant de la mondialisation, toute grande question induit une ou plusieurs dimensions planétaires. Ainsi

des solutions globales doivent être apportées aux problématiques qui surgissent. La mondialisation n'abolit ni les inégalités ni les rivalités, elle les mondialise. Il y a par conséquent une nature d'ubiquité des enjeux apparaissant au plan global. Ce phénomène de globalisation oblige donc de s'inspirer des documents de stratégie globaux, continentaux, sous régionaux ainsi définis et « contraint » les organisations dédiées au développement, à la démocratie, à la paix et à la sécurité, d'articuler leurs actions à ces documents de stratégies, avec toutefois un impératif de rester dans une approche d'endogénéisation et de domestication si tant est que toute politique de développement nécessite une prise en compte du contexte au sein duquel elle est implémentée. C'est la justification de l'effort d'élaboration, de finalisation, de maturation, de capitalisation et de mise en œuvre d'un modèle d'accompagnement électoral intégrant des outils de monitoring répondant aux normes universelles en la matière, mais qui restent adaptés au contexte africain caractérisé par une situation politique hétérogène.

Ainsi, dans la mise en œuvre de ses activités, l'Institut a défini, à travers le Programme Gouvernance et processus politiques, une stratégie dont le dessein est de contribuer à la réalisation d'instruments et stratégies globaux, continentaux et communautaires parmi lesquels :

- Le Protocole a/sp1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO additionnel au Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité.
- L'Architecture africaine de paix et de sécurité : dans un cadre continental, les africains, à travers l'Union africaine, se sont investis dans la mise en place d'une Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) dont la création répond à une volonté d'autonomisation des mécanismes africains de sauvegarde de la paix et de la sécurité et une possibilité de mieux multiplier ces mécanismes pour répondre aux nombreux risques et menaces
- D'un point de vue global, les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, précédés à partir de 2000 par les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

RÉSULTATS PROGRAMMATIQUES ATTEINTS - PGPP

- Un cadre participatif, multi acteurs est mis en place pour faire un état des lieux et apprécier la participation politique des femmes au Sénégal ;
- Une évaluation est faite relativement à la Loi sur la parité et son impact dans la configuration des dynamiques sociales et dans le fonctionnement de certaines instances au Sénégal ;
- Un regard critique est jeté sur l'implication des femmes dans les processus politiques et de développement au Sénégal ;
- Un cahier des recommandations est proposé notamment pour une meilleure implication des femmes dans la confection de l'agenda national de développement ;
- Une dynamique de pérennisation des acquis en termes d'observation et de monitoring est enclenchée à travers la conception du Guide des bonnes pratiques électorales
- Une recherche est en cours sur L'état de la démocratie et des droits humains en Afrique de l'Ouest. Ce volet recherche permet à l'Institut de réaliser sa Vision et sa Mission
- Un volet important est exploré dans le champ de la Gouvernance par le lancement d'études de cas, notamment sur la problématique de la régulation et sur les corps de contrôle au Sénégal
- Un Guide des bonnes pratiques électorales est lancé dans le cadre de la dynamique de capitalisation et du Projet du Savoir électoral
- Un Programme informatique d'automatisation des données électorales en vue d'une mise en œuvre efficiente et optimale de la structure de veille électorale le jour du scrutin est lancé
- Une dynamique de constitution de modules de formation est lancée en tant qu'extrants des études de cas sur la gouvernance

- Un nouveau volet de la gouvernance qui interroge l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques, au-delà de la légitimité conférée par les élections, est explorée à travers la mise en œuvre d'un Programme sous régional de monitoring des droits de l'Homme dont la phase pilote est lancée en Côte d'Ivoire

RAPPEL DES OBJECTIFS PROGRAMMATIQUES

Objectif stratégique 1: Participer à l'avènement de processus politiques et électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi acteurs : Etat, partenaires techniques, organisation de la société civile, organes de gestion des élections, instances de régulation, etc.

Objectif stratégique 2: Contribuer à une meilleure connaissance des phénomènes contemporains africains par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche

✱ OBJECTIFS SPECIFIQUES DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES

- Fournir aux institutions destinées aux monitorings des Droits de l'Homme un dispositif de collecte rapide, de recueil, de remontée et de production d'informations permettant de faire périodiquement une analyse de la situation des Droits de l'Homme pour instaurer un système d'alerte précoce et de réponse rapide.
- Contribuer à la réalisation des stratégies nationales et communautaires de la zone cible destinées à la prévention et à la résolution de conflits, par le monitoring, le renforcement des capacités, l'accompagnement technique, la recherche et l'intervention.
- Cerner, grâce à des études de cas, certaines problématiques liées à la bonne gouvernance pour une contribution au renforcement des processus politiques et de bonne gouvernance en Afrique
- Finaliser un programme informatique permettant de disposer d'un outil informatique d'alerte précoce et de réponse rapide en période électorale
- Finaliser un outil d'aide à la décision du point de vue sécuritaire en période électorale
-

Aider à anticiper les facteurs potentiellement « conflictogènes » et à proposer des mesures préventives

- Mettre en place un cadre d'échange réunissant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité
- Rendre intelligibles, par la recherche et par des études de cas précises, certaines problématiques d'envergure, pouvant influencer sur la Paix, la Stabilité en Afrique
- Instaurer annuellement une rencontre régionale (ou sous régionale) rassemblant des chercheurs et des praticiens de la société civile, des organisations internationales et des média travaillant sur des questions de gouvernance, de paix et de sécurité, pour faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux de recherche, des programmes initiés, des actions entreprises ou en cours de réalisation

La contribution de l'Institut Gorée à la Paix et la Sécurité en Afrique est, si des dynamiques porteuses d'évolution et de changement durables axées sur les problématiques de la Gouvernance et des Processus politiques (et électoraux) sont impulsées, de leur donner une envergure régionale et continentale, à travers des actions multiformes : accompagnement technique, veille stratégique, alerte et veille, formation, réseautage, mise en synergie, facilitation et intervention

BILAN DES ACTIVITÉS MENÉES DU PGPP

PROJET DU SAVOIR ELECTORAL

► CONCEPTION GUIDE DES BONNES PRATIQUES ELECTORALES EN AFRIQUE

L'élection présidentielle du 25 octobre 2015 en Côte d'Ivoire a marqué une étape importante dans le processus de consolidation de la paix et de réconciliation nationale. En effet, à la suite de la crise post-électorale connue en 2010, cette élection fut un « test » quant à la capacité du peuple ivoirien à dépasser le cap des tensions électorales et à s'inscrire dans une dynamique d'approfondissement de la démocratie. De ce point de vue, il convient de dire que le défi de l'organisation fut relevé et ceci grâce à une synergie positive de tous les acteurs. Les parties prenantes au processus électoral, ont su, en parfaite intelligence, insuffler une dynamique constructive et « consolidante » de ce processus.

D'un point de vue plus spécifique, grâce à l'accompagnement financier et technique du Programme des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire, la Structure de veille électorale fut mise en œuvre, mais en amont de sa mise en œuvre, une série d'activités sera menée, permettant d'atteindre l'objectif de la mise en place de cette Structure de veille, avec l'appui technique de l'Institut Gorée.

La Structure de Veille est un processus qui mobilise les femmes et les jeunes afin d'assurer leur participation active, pacifique et démocratique aux processus électoraux, conformément aux résolutions 1325 et 1820 de l'ONU. Elle implique les acteurs électoraux s'engageant à assurer la paix avant, pendant et après les élections. Dans la Structure de Veille, les acteurs sont impliqués dans des actions visant la promotion de la paix, la médiation, la coordination, l'analyse politique, l'observation et la documentation. Elle offre l'occasion d'appliquer la diplomatie et une forme de résolution des conflits entre les acteurs politiques et les parties prenantes visant à désamorcer les conflits en réduisant la colère, la peur et la tension et en améliorant la communication et la compréhension mutuelle entre les acteurs.

De fait, grâce à l'accompagnement prodigué par l'Institut Gorée, une dynamique unitaire au sein de la société civile ivoirienne fut notée. Sur la base d'un certain nombre de critères d'inclusion et d'exclusion, à l'aune desquels les organisations membres de la Plateforme de veille ainsi constitué ont accepté de collaborer, les objectifs fixés durant la première phase ont été atteints.

Le processus politique en Côte d'Ivoire suit son cours et sera indiscutablement ponctué de processus électoraux. Dans une perspective d'institutionnalisation de la Plateforme, des préalables s'imposent. L'appréciation d'une initiative telle que celle portée par elle ne sera possible que si une dynamique de pérennisation des acquis et de viabilisation de la structure est perçue, dynamique qui ne peut être impulsée que par une capacitation des ressources humaines susceptibles d'animer la Plateforme.

Depuis l'élection présidentielle de 2015, il convient de dire que la Côte d'Ivoire a amorcé d'autres processus électoraux avec succès si tant est que la crédibilité et la transparence d'élections se mesurent sur la base de climat apaisé électoral et post électoral. Une telle situation doit être en permanence entretenue par un accompagnement holistique de tous les acteurs jusqu'à maturation et appropriation des idéaux démocratiques dans leur plénitude. C'est le dessein de l'activité de transfert de compétences qui sera ainsi mise en œuvre par l'Institut Gorée avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement/Côte d'Ivoire.

Objectif global : Parachever la dynamique d'accompagnement amorcée lors de l'élection présidentielle 2015, par un transfert de compétences effectif et par la constitution d'un pool d'experts électoraux au sein de la société civile ivoirienne et par la capitalisation à travers l'élaboration d'un Guide des pratiques de l'observation et du monitoring électoral.

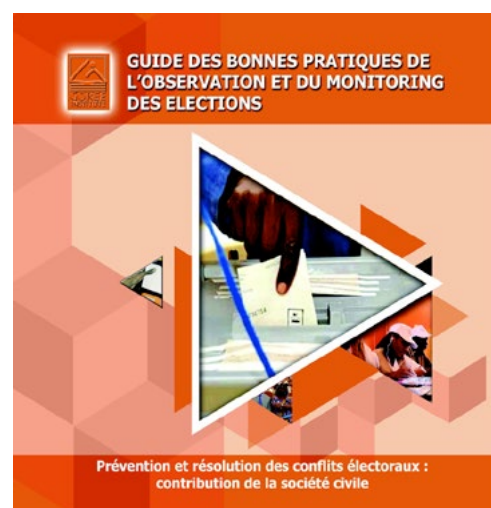
► ATELIER DE VALIDATION DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES (ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE)

L'objectif général de cet atelier de restitution est de valider le Guide des bonnes pratiques de monitoring et d'observation électorale par les organisations de la société civile relativement au modèle d'accompagnement électoral de l'Institut Gorée.

De façon plus spécifique, il s'est agi essentiellement :

- de présenter à tous les participants les produits du Guide des bonnes pratiques ;
- de soumettre à l'appréciation critique des membres de la Plateforme et de tout autre acteur pertinent, le contenu du Guide des pratiques pour validation
- de recueillir les avis, les amendements et les critiques pour une finalisation du Guide
- d'évaluer tout le processus d'accompagnement électoral entamé depuis 2015
- d'établir une feuille de route commune avec les organisations membres de la Plateforme afin de disséminer les meilleures pratiques, identifier les opportunités pour un meilleur partage d'expérience et des leçons apprises en vue de la durabilité ;
- de recueillir les attentes spécifiques des organisations membres de la Plateforme dans la perspective du suivi du monitoring de l'accompagnement électoral et la diffusion des bonnes pratiques en Côte d'Ivoire et dans l'espace CEDEAO.

► LANCEMENT OFFICIEL DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES ELECTORALES A ABIDJAN



Le Guide des Bonnes pratiques électorales a été officiellement lancé en Côte d'Ivoire le lundi 23 octobre 2017 à Abidjan en présence de :

- Madame le professeur Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la femme et de la Protection de l'Enfant de Côte d'Ivoire qui a magnifié cette opportunité en ce que le Guide vient contribuer, dans la perspective de la future élection présidentielle en Côte d'Ivoire, à la tenue d'élections à l'abri de toute forme d'instabilité
- M. Jean Luc Grégoire Représentant résident adjoint du PNUD Côte d'Ivoire qui lui s'est félicité de la collaboration fructueuse entre le PNUD et l'Institut Gorée et exprimé sa disponibilité à poursuivre cet accompagnement
- Madame Salimata Porquet Sanogho, coordonnatrice de la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire qui a lancé un appel à la dynamisation de la plateforme pour sa pérennisation et son ouverture
- M. Doudou Dia, directeur exécutif de l'Institut Gorée qui a reconnu un partenariat fructueux et fécond entre le PNUD, la Plateforme de veille et l'Institut Gorée, malgré les délais d'exécution alors très serrés et les difficultés de mise en œuvre du programme d'accompagnement

Ont également pris part à cette cérémonie : le représentant résident de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, les représentants de la Commission électorale indépendante, les membres de la Plateforme de veille, un membre de l'instance parlementaire, des organisations membres d'autres plateformes de veille électorale, les médias, etc.

La réalisation d'un tel guide vient marquer le couronnement de cinq années d'investissement de l'Institut Gorée, à travers son Unité d'Assistance Electorale, dans l'assistance et l'accompagnement électoral. Le Guide des bonnes pratiques électorale fait suite à la réalisation du Guide de l'accompagnement électoral

réalisé en 2015 et s'inscrit dans la dynamique de toutes les missions réalisées depuis 2012 de monitoring et d'observation électorale grâce auxquelles un Projet du Savoir électoral est conçu et permet de donner une intelligibilité à tous les comportements, toutes les tendances lourdes, les orientations et faits empiriques engrangés durant les processus électoraux fort de ces missions de terrain et la foison d'informations et de données qui y sont recueillies.

Enfin notons que les 15 bonnes pratiques identifiées et consignées dans le Guide ne sont point la panacée pour un monitoring réussi. Elles sont identifiées comme étant de bonnes pratiques parmi beaucoup d'autres bonnes pratiques. C'est également tenant compte de la vision et de la mission de l'Institut ainsi que ses orientations stratégiques que ces 15 bonnes pratiques ont été érigées comme telles, dans une myriade d'autres bonnes pratiques à partager et à vulgariser.

► RECHERCHES ET PUBLICATIONS

- « L'état de la démocratie et des Droits humains en Afrique de l'Ouest » (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, République de Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Niger, Sénégal, Sierra Léone, Togo)
- L'objectif principal de cette étude est de faire un état des lieux exhaustif de l'état de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest par la convocation de réalités conjoncturelles et structurelles, propres à chaque Etat ouest africain.
- La Gouvernance en question : Etude de cas : Corps de contrôle et Régulation au Sénégal (début de l'étude)

Procéder, grâce à des études de cas, à une meilleure connaissance de certaines problématiques liées à la bonne gouvernance pour une contribution au renforcement des processus politiques et de bonne gouvernance en Afrique

- Publication des Actes du Symposium sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité « Système de conflits et Enjeux Sécuritaires en Afrique »



FACILITATION DIALOGUE POLITIQUE

LE ROLE DES FEMMES DANS LA DEFINITION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES AU SENEGAL



La Participation politique est l'ensemble des pratiques et des manifestations d'intérêt des gouvernés à l'égard des affaires publiques touchant la commune, la région, l'Etat ou l'humanité. La question de la participation politique soulève toujours celle des droits du citoyen et des conditions d'attribution de la citoyenneté. Dans la théorie démocratique, la participation renvoie à l'intervention du citoyen dans les affaires de la cité. Ex : le vote, expression la plus formelle et la plus parfaite de la participation politique car plus répandu, institutionnalisé et quantifiable dans les démocraties contemporaines. Autres formes de participation : militantisme, volontariat, mouvements sociaux parfois matérialisés par les mouvements de grève, les manifestations, l'abstentionnisme, le bénévolat, etc¹.

La participation politique des femmes englobe également les actions qu'elles entreprennent dans le but d'influencer les choix des politiques publiques et des décideurs, l'administration des affaires publiques à tous les niveaux de la prise de décision, au plan national. Cette participation touche aussi bien les sphères de représentation et de décision, que les espaces occupés par la société civile, y compris les partis politiques, les organisations non gouvernementales (ONG) et les médias. Ces actions peuvent être formelles comme l'exercice du droit de vote, ou informelles, à travers par exemple la participation aux manifestations et actes de protestation; elles peuvent être menées collectivement ou individuellement².

La Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1979 et entrée en vigueur depuis 1981, constitue un des points de départ notables relativement à la participation politique des femmes de manière équitable. Le Plan d'action adopté à la Conférence de Beijing en 1995 repose sur la reconnaissance du fait que le progrès des femmes fait partie intégrante du progrès de la société tout entière et que les droits civils et politiques

sont inséparables des droits économiques, sociaux et culturels³ . A partir de là, le spectre de l'implication des femmes dans la gestion des affaires s'élargit, avec des perspectives diverses.

Le Sénégal a adopté à partir de 2011 la Loi sur la parité et a amorcé plusieurs actions allant dans le sens d'une promotion des droits des Femmes et d'une participation politique plus poussée et encadrée des femmes, légitimée par les suffrages des électeurs. Par ailleurs, plusieurs initiatives font foison, portées par la société civile, ainsi que par d'autres espaces qui œuvrent pour une participation politique des femmes au plan national (Observatoire national de la parité, Caucus des femmes, Laboratoire Genre) et au plan régional (Groupe de Travail Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO, Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO, etc.).

L'entrée de 65 femmes députées au niveau de l'Assemblée nationale sénégalaise sur un total de 150, le choix des femmes au niveau de certaines instances de décision, etc. constituent- ils des indicateurs à l'aune desquels on peut jauger la qualité de la participation politique des femmes au Sénégal ? Quelles sont les conséquences de ces initiatives sur la participation politique des femmes au Sénégal ? Quel est l'impact de la Loi sur la parité sur le mode de fonctionnement des instances de représentation (Assemblée nationale, collectivités locales, territoriales, etc.) ? La participation politique des femmes ne doit-elle pas être vue, sous l'angle d'une acception non limitative, être appréhendée à l'aune de son implication dans la phase de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques ? Quel état des lieux faire dans ce contexte de promotion des droits des femmes ? Cette promotion est-elle réellement structurelle ? Ne procède-t-elle pas de tactiques électoralistes, « politiciennes », plutôt que d'une volonté réelle de positionnement stratégique des femmes, tenant compte du potentiel qu'elles représentent dans la mise en œuvre des politiques de développement ? Quelles propositions pour une implication des femmes plus aboutie ? Quel est l'apport respectif des espaces citoyens mais également étatiques et régionaux dans la participation politique des femmes et leur implication dans le processus politique en cours au Sénégal ? Quel impact dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ?

a. Objectif global

Initier une dynamique de réflexion holistique sur le rôle des femmes dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques au Sénégal.

b. Thématiques

- La participation politique des femmes au Sénégal : tactiques politiciennes ou enjeux stratégiques ?
- La loi sur la Parité, Code électoral : portée, impact et perspectives
- Quelles dynamiques porteuses d'évolution pour une meilleure participation politique des femmes : regard sur l'espace citoyen au Sénégal
- Diversité, inclusion, environnement : Quelle contribution des femmes ? Quel rôle pour les femmes ?



¹ Lexique de science politique 2e édition, Olivier Nay, Edition Dalloz, 2011, Paris, 600 pages
² https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/MRT/Doc%20projet%20_PPF_Vsigne.pdf

³ International IDEA, Les femmes au parlement : Au delà du nombre, Edition française, Page 6, Stockholm, 2002

PROJET DE MONITORING DES DROITS DE L'HOMME (PHASE PILOTE EN COTE D'IVOIRE)

ATELIER DE FORMATION DES MONITEURS/SUPERVISEURS

La problématique des Droits de l'Homme est au cœur de celle du développement en ce que fondamentalement, le développement est orienté vers la satisfaction des besoins de tout être humain. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, d'un point de vue global, fixe dans son Préambule l'impératif du respect des Droits humains comme « idéal commun à atteindre par toutes les Nations et de tous les peuples »⁴. De même, à l'image du projet démocratique, il est noté une forme d'universalisation de l'appropriation des principes de respect des Droits de l'Homme, par la quasi-totalité des Etats à travers le monde.

Une mise en perspective historique (période post seconde guerre mondiale) met en exergue la vision historique, à travers la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, d'impulser un nouveau tournant adressé à la dignité humaine devant s'inscrire dans une dynamique structurelle.

Plusieurs initiatives et actions seront par la suite entreprises aux plans régionaux, sous régionaux, nationaux, communautaires, dont les principaux objectifs sont de concourir à la réalisation de la Vision de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. La mise en place d'une Institution nationale des Droits de l'Hommes, dénommée Commission nationale des Droits de l'Hommes de Côte d'Ivoire conformément à la résolution A/RES/46 du 07 décembre 1991, portant Institutions Nationales pour la protection et la promotion des Droits de l'Homme, peut être perçue comme une approche d'endogénéisation, d'appropriation nationale de principes universels en lien avec les objectifs de défense et de protection de l'Homme. Il convient toutefois de préciser que l'institution d'un tel cadre en un moment ne signifie nullement un manque de respect des droits humains durant les périodes antérieures.

La création en 2005 de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire en abrégé CNDHCI peut être perçue comme une volonté de définir une orientation stratégique en vue de protéger le citoyen ivoirien conscient de ses Droits et Devoirs.

La Côte d'Ivoire assume un leadership économique au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union économique et monétaire ouest africaine. En effet, au sein de cette dernière instance, la Côte d'Ivoire représente plus de 30% du Produit intérieur brut et reste l'un des principaux fournisseurs des pays de cette Union⁵. Ce leadership économique assumé induit, d'un point de vue politique des responsabilités à assumer, mais également l'adoption d'orientations et de politiques publiques devant répondre à l'image d'un pays se voulant présent au rendez-vous des grandes Nations et également au cœur des enjeux et problématiques de développement économique et social. Sous ce rapport, il convient de dire que le potentiel économique ainsi que son essor économique durant plusieurs décennies post indépendance a eu plusieurs effets, notamment une très forte immigration et des convoitises diverses et multiformes venant de la communauté mais également du global.

L'ouverture au projet démocratique et l'évolution de la situation politique à partir des années 1990 jusqu'au début des années 2000 ont été ponctués d'acquis et de régression tant du point de vue politique, économique que social. Le point culminant de ces fluctuations fut la crise post-électorale annoncée dans une certaine mesure par une longue instabilité politique, causant de ce fait une scission du pays durant quelques années. Les efforts de reconstruction et de reconstitution du tissu social et de la continuité nationale sont toutefois à rappeler durant ces phases d'instabilités.

En réponse à ces instabilités, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1528 (2004) du 27 février 2004, qui met en place l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour une durée initiale de 12 mois à compter du 4 avril 2004. Aujourd'hui, le retrait de l'ONUCI ouvre de nouvelles perspectives. En effet, le constat évident qui s'ensuit est que des attentes très fortes vont peser à l'endroit de toute institution œuvrant dans les domaines d'intervention et de compétence similaires à celles d'alors de l'ONUCI.

Les nouveaux défis et enjeux se dessinant dans le cadre de la politique des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire nécessitent une approche davantage approfondie, davantage participative, sur la base d'une méthodologie innovante et dont le dessein principal sera de documenter de manière exhaustive et scientifique, répondant aux principes de la collecte d'informations.

Par ailleurs, la collecte d'informations ne devant être en soi que le point de départ de la mise en œuvre de politiques publiques, l'analyse, la discussion et l'action doivent être inscrites à l'agenda national.

Par la volonté de mettre en place un dispositif de monitoring des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire, l'Institut Gorée : Centre pour la démocratie, le développement et la culture vient adresser la problématique large de la Gouvernance avec sa constellation de principes et d'indicateurs, Gouvernance, concept transversal et omniprésent qui, au-delà des questions de légitimité va s'intéresser à la problématique de l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques mais également des stratégies portées par les institutions nationales et au plan régional, continental et global.

Dans le cadre de ses activités d'accompagnement électoral, l'Institut Gorée a conçu un modèle lui ayant permis une ouverture et une légitimité effective en tant qu'institution africaine spécialisée dans l'Assistance technique en matière électorale. Ses principaux outils dont le dessein premier est de prévenir et de résoudre des conflits électoraux ont une caractéristique principale d'innovation et de modernité, permettant ainsi un recueil et une production de l'information avec célérité, en temps réel. Le défi principal de la gouvernance actuelle est fondamentalement l'accès d'abord à l'information, information qui, si elle répond aux normes de collecte scientifique et exhaustive, devient de l'information d'aide à la décision. Grâce au modèle d'accompagnement de l'Institut, des informations scientifiques, crédibles sont produites et ont permis au Sénégal, au Togo, en Guinée, en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Union des Comores, de contribuer à des processus électoraux paisibles et apaisés. Convenons que ce modèle d'accompagnement électoral fondé principalement sur le monitoring (monitoring de la violence électorale, monitoring des médias, monitoring du recensement biométrique, observation à court et à long termes, etc.) peut être appliqué à tout objet et à tout domaine. Pour illustration, le monitoring de la violence électorale permet, en temps réels, en période électorale de suivre et d'apprécier la situation sécuritaire et des droits humains sous la perspective électorale. Ce monitoring est susceptible d'être ouvert tant dans le temps que dans l'espace selon l'institution, mais aussi les termes de la collaboration.

a. Objectif global

Poser les éléments et actions de base permettant d'entamer un monitoring des Droits de l'Homme pertinent et adapté au contexte socio politique de la Côte d'Ivoire.

b. Objectifs spécifiques

- Préparer un dispositif technique de recueil des données sur les Droits de l'Hommes en Côte d'Ivoire
- Renforcer les capacités de 24 moniteurs superviseurs en vue de la mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire
- Analyser le contexte socio politico économique déterminant l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire
- Proposer une batterie d'indicateurs et de paramètre à valider
- Finaliser un plan de déploiement
- Définir un calendrier de formation des moniteurs à déployer sur le terrain
- Présenter un calendrier de formations décentralisées et un calendrier de mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme

c. Résultats

- Un dispositif technique de recueil des données sur les Droits de l'Hommes en Côte d'Ivoire est préparé
- Les capacités de 24 moniteurs superviseurs en vue de la mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire sont renforcées
- Le contexte socio politico économique déterminant l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire est analysé

⁴ <http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

⁵ Rapport annuel 2013, L'état des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, CNDHCI, Abidjan, 2013, 123 pages

- Une batterie d'indicateurs et de paramètre à valider est proposée
- Tous les formulaires et outils de recueil de données relatives au monitoring des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire sont finalisés
- Un plan de déploiement et un calendrier de formation des moniteurs à déployer sur le terrain sont finalisés
- Un calendrier de formations décentralisées et un calendrier de mise en œuvre du Programme de monitoring des Droits de l'Homme sont présentés

ASSISTANCE ELECTORALE : MONITORING DES MEDIAS – ELECTIONS LEGISLATIVES 2017 AU SENEGAL



Le Sénégal, fut un des pays africains précurseurs de l'ouverture démocratique, se dotant ainsi de plusieurs instruments et institutions pour l'amélioration qualitative de son système politique régissant les relations entre gouvernants et gouvernés, organisant le fonctionnement des institutions et octroyant des droits et des devoirs à toutes les composantes de la société sénégalaise.

Les médias jouent un rôle de premier plan dans l'animation et la réalisation de tout processus démocratique. Autant dans le cadre de systèmes politiques ayant vécu (autoritarisme, totalitarisme) les médias avaient pour finalité de servir uniquement le leader politique aux fins d'un endoctrinement, autant pour ce qui s'agit du système démocratique, les médias agissent en tant qu'acteur de premier plan dont le rôle est d'ouvrir l'information et de jouer les missions suivantes :

- être des espaces d'information, de formation et sensibilisation
- servir de cadre de promotion des politiques publiques

- être des espaces, selon le niveau de l'opinion nationale en question, mais également la nature du processus politique en cours, de pertinents instruments d'expression de la citoyenneté, de monitoring, de suivi de l'action publique et également de gouvernance
- influencer la mise en œuvre des agendas nationaux et également internationaux

A l'analyse de l'ordonnancement institutionnel mais également du jeu des acteurs au Sénégal il n'y a pas de doute quant à la dynamique évolutive portée par les parties prenantes dans le secteur des médias. Sous ce rapport, une pluralité d'acteurs interviennent : journalistes, instances de régulation, groupes de presse, syndicats de journalistes, centres de formation, etc. Historiquement, les médias au Sénégal ont participé à tous les débats politiques ainsi qu'à la plupart des combats ayant permis d'engranger des acquis démocratiques. C'est ainsi qu'une partie du sursaut démocratique ayant permis l'alternance de 2000 leur fut imputée fort de la transmission en temps réel des résultats. Il convient toutefois de noter que cette vitalité, ce foisonnement et cette contribution de la presse dans les acquis démocratiques au Sénégal renferment plusieurs travers. La revendication à la contribution dans l'approfondissement de la démocratie au Sénégal semble légitimer certaines pratiques au sein de la presse. Par ailleurs, la reconfiguration de l'espace public, au lendemain du processus électoral de 2012 renseigne à souhait sur la complexité des rapports entre l'espace politique et celui des médias, avec un brouillage des interrelations rendant ainsi « illisible » les rapports média/pouvoir politique et qui pourraient impacter négativement le comportement de ces médias dans les futures échéances électorales. Ces appréhensions sont corroborées par la nature de la couverture médiatique du processus politique en cours.

En outre, il est noté que la plupart des instabilités en Afrique prennent leur source d'élections mal organisées. Ainsi donc, la nature « conflictogène » des élections n'est plus à démontrer car les exemples font foison. Les médias, du fait d'une conjonction de plusieurs facteurs liés à la formation, à une prise de partie dans le débat, à une manipulation, etc. contribuent à ces instabilités. Ainsi donc en période électorale, les médias jouent un rôle crucial d'où l'importance de certaines initiatives permettant d'apprécier le comportement de ces médias dans une perspective d'anticipation de toute velléité de déstabilisation ou d'instabilité du processus, de violence électorale ou post-électorale, etc.

a. Objectifs globaux

- Accompanyer une phase du processus électoral par le monitoring des médias afin d'apprécier la nature de la couverture de l'information par les médias dans le cadre des élections législatives au Sénégal
- Contribuer à prévenir les conflits électoraux liés à une mauvaise couverture de l'information en période électorale

b. Objectifs spécifiques

- Introduire le module du monitoring des médias à 20 professionnels des médias dans une perspective de mise en œuvre d'un Projet de monitoring des médias
- Disposer d'un outil de plaidoyer
- Pouvoir effectuer une analyse quantitative des éléments tels que l'éthique, l'équilibre, les stéréotypes etc.
- Comprendre les tendances dans les médias à partir d'une exploitation détaillée de leurs contenus
- Disposer d'un instrument de veille démocratique
- Pouvoir comparer les tendances des médias entre différentes périodes
- Avoir un aperçu sur la manière dont certaines questions, certains groupes, certains pays sont représentés

c. Résultats atteints



- 21 moniteurs des médias (étudiant du CESTI) sont formés au monitoring des médias et aux techniques de remontées des informations via une plateforme technologique
- 1 partenariat institutionnel est établi avec le Centre des études en science et technique de l'Information permettant la réalisation du monitoring des médias
- 2 rapports de monitoring électoral sont produits dans une perspective de prévention de conflits électoraux et de production d'informations d'aide à la décision
- 1 rapport final de monitoring produit est partagé avec les parties prenantes et diffusé largement avec toutes les parties prenantes, dans une perspective d'amélioration du processus électoral

REALISATION D'UN PROGRAMME INFORMATIQUE D'AUTONOMISATION DES DONNEES DE MONITORING ELECTORAL RECUEILLIES

L'élection reste un instant majeur dans une démocratie. Elle confère une légitimité à une équipe pour une durée bien déterminée, permet aussi de revivifier le sentiment d'appartenance nationale et de donner à la citoyenneté toute sa réalité. La synergie de tous les acteurs du processus est indispensable pour donner à l'élection toute sa réalité cyclique. Parmi ces acteurs figure la société civile qui doit adopter une posture de neutralité, gage entre autres de renforcement des principes démocratiques. Face à l'émergence accrue des nouvelles techniques de l'information et de la communication et de l'intérêt croissant que suscitent les processus électoraux en Afrique particulièrement, la société civile est dans une posture continue de réaction et de proposition de réponses en adéquation avec les exigences du moment.

Les violences électorales en Afrique sont à l'origine de nombreuses dérives et de conflits affectant surtout les femmes et les enfants. L'expérimentation du projet démocratique et l'inventaire font, suite à l'organisation de plusieurs consultations électorales à travers l'Afrique, renseigner sur les difficultés que rencontre la plupart des Etats africains à organiser un scrutin selon les standards internationaux sans des dysfonctionnements relevés à certains ou plusieurs étapes du processus. Ainsi donc la contribution d'autres acteurs, encadrés par un certain nombre de principes, est nécessaire pour la réussite des processus électoraux en Afrique. La société civile vient donc en appoint à l'Etat et est devenue une actrice incontournable dans le cadre de l'achèvement du projet démocratique en Afrique. Dans sa volonté de conforter sa position de Centre de référence de production du Savoir électoral et de Hub BRIDGE en Afrique, l'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique s'investit de plus en plus dans la capitalisation et la modélisation des schémas d'observation et de monitoring déjà mis en œuvre. C'est ainsi que plusieurs modules en lien avec le cycle électoral sont conceptualisés et proposés à toutes les parties prenantes aux processus électoraux en Afrique. Le monitoring des médias, le monitoring de la violence électorale, le monitoring du recensement biométrique, l'observation à court terme, l'observation à long terme, la m observation sont autant de modules conceptualisés et testés dans plusieurs contextes, permettant de documenter tout processus électoral, mais également pouvant être considérés comme des outils de monitoring d'un processus électoral, dans un but d'anticiper tout dysfonctionnement, tout conflit ou désaccord post électoral. Dans la même dynamique, un cadre composite, purement dédié au scrutin, le Jour J (Structure de veille électorale) est proposé pour couronner toutes les activités d'observation et de monitoring déroulées durant tout le processus électoral. Il s'agit d'un cadre pertinent, de prévention et de résolution des conflits électoraux, approprié au contexte africain où la plupart des conflits prennent leur source de contestations post électorales.

Au Sénégal, au Togo, en Guinée Bissau, en Guinée Conakry, au Congo Brazzaville, en Union des Comores, en Côte d'Ivoire, la Structure de veille électorale a permis d'améliorer qualitativement les scrutins respectifs qui y ont été tenus entre 2012 et 2016, avec un apport considérable des TICs.

Etant dans une dynamique de capitalisation et de modélisation tenant compte des bonnes pratiques engrangées, un outil informatique est réalisé dans un souci d'automatisation des données recueillies notamment durant la mise en œuvre de la Structure de veille électorale.

a. Objectifs

- Assurer une sécurisation des données produites dans le cadre du monitoring du scrutin
- Assurer une fiabilité des données remontées par les monitorings électoraux dans le cadre de la mise en œuvre de la Structure de veille électorale
- Contribuer à la transparence du scrutin
- Rendre compte avec célérité du déroulement du scrutin par la production d'informations en temps réel, relevant de ce scrutin

b. Résultat

Un outil informatique est réalisé pour un recueil et une production d'information de manière efficiente et optimale le jour du scrutin dans le cadre de la Structure de veille électorale ;

PERSPECTIVES DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES

Pour les prochaines années, des perspectives intéressantes se dégagent fort des actions mises en œuvre depuis quelques années et sur la base desquelles une approche de capitalisation est implémentée :

- La revue des activités a permis de constater une dynamique de repli pour une réflexion afin de capitaliser notamment pour ce qui s'agit du Volet Assistance électorale, matérialisée par la réalisation du Guide des bonnes pratiques électorales qui marque dans une certaine mesure une reconnaissance de l'Institut dans son positionnement. De même, la finalisation d'un logiciel informatique d'automatisation des données électorales le jour du scrutin pour une mise en œuvre optimale de la structure de veille électorale peut être lue à cette aune. 2018 marquera l'ouverture d'un nouveau cycle électoral (Guinée, Guinée Conakry, Togo, Sénégal, Mali, etc.). Ainsi donc des perspectives intéressantes de mobilisation de l'Unité d'assistance électorale et des instruments de monitoring électoral s'annoncent.
- Dans le domaine de la recherche, la finalisation de l'étude sur L'état de la démocratie et des droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest » marque l'ouverture d'une action d'envergure dans ce vaste champ investi par l'Institut depuis sa création, à partir de laquelle action, plusieurs résultats en termes de monitoring, d'actions, de plaidoyer, de définition de nouvelles stratégies sont à espérer.
- A l'image du processus ayant présidé à la définition d'une stratégie claire relative au positionnement dans le domaine des élections, un chantier est ouvert afin d'investir le champ de la Gouvernance afin d'y définir des instruments et outils pour une bonne appréciation de l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques une fois la légitimité acquise par le biais des élections.

III

TERAL: UN MECANISME D'AUTOSUFFISANCE

TERAL: MECANISME D'AUTOSUFFISANCE

TERAL est un des instruments d'autofinancement du Gorée Institute dont l'objectif stratégique est de renforcer l'autosuffisance de l'organisation elle-même. Ses activités s'articulent autour de trois objectifs majeurs :

- ✦ Etablir un certain niveau de sécurité et de stabilité financière en apportant des contributions substantielles aux dépenses courantes et au frais de fonctionnement du Gorée Institute.
- ✦ Construire des alliances et des réseaux avec les organisations et institutions africaines du secteur public et privé pour promouvoir le maximum de synergie et d'harmonisation entre les initiatives sur le continent.
- ✦ Identifier et consolider les relations avec les organisations partenaires et les donateurs existants ou potentiels conformément à l'engagement de l'Institut de s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale.

A travers le département TERAL, nous générons nos fonds par deux mécanismes :

- **L'organisation de conférences et la location de nos infrastructures conférencielles dans l'île de Gorée**
- **Les services de consultation dans le cadre du Programme de Renforcement institutionnel**

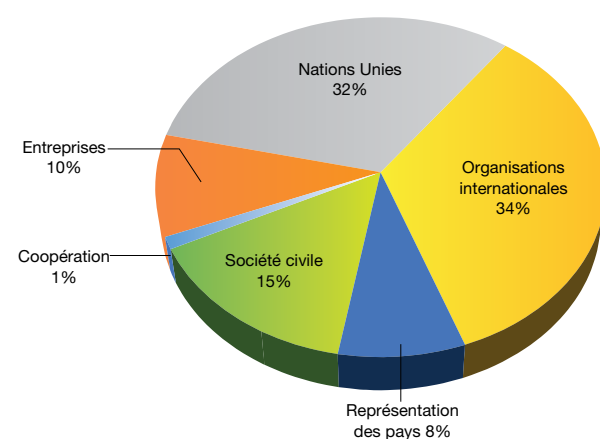
Le Département TERAL, créé en 1994, est l'instrument d'autofinancement du Gorée Institute. A travers les séminaires et les formations qu'il facilite, le Département TERAL grâce aux prestations qu'il fournit soutient les programmes dans la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gorée Institute et participe à hauteur de 20 à 25% des charges de fonctionnement de l'Institut.

TERAL offre un cadre idéal d'échanges et de réflexion. TERAL cible principalement les organisations internationales, la communauté des bailleurs, les institutions dédiées aux questions intéressant particulièrement l'Afrique.

L'année 2017 a été marquée par le déménagement du siège du Gorée Institute. Nous pouvons également noter l'acquisition par TERAL d'une nouvelle villa « La Résidence Charles » permettant d'avoir plus d'espaces, afin de réaliser ses services de facilitations de conférences et séminaires.

Le département TERAL a mobilisé ses compétences pour accueillir sur l'île de Gorée nombre d'institutions et organisations. Au cours de l'année 2017, il a ainsi organisé 29 séminaires et réunions professionnelles lors de collaborations avec des clients multi-secteurs. À travers ses activités, TERAL contribue également à la visibilité du Gorée Institute. Au Total, TERAL a accueilli plus de 840 participants africains et internationaux provenant d'organisations de la société civile, d'institutions internationales, du secteur public et du secteur privé.

En dépit d'une forte concurrence dans le secteur du marché des séminaires de petites tailles, le département TERAL a pu contribuer au cours de l'année 2017 à hauteur de 16% du budget annuel du Gorée Institute notamment dans les charges de fonctionnement et d'équipement. Ci-dessous la typologie des organisations et institutions accueillies par TERAL au cours de l'année 2017.



Le département cible principalement les institutions internationales et les organisations non gouvernementales au niveau régional et international, les universités et les institutions de recherche et le secteur privé. À la disposition du monde extérieur, TERAL est un instrument intermédiaire et indispensable au Gorée Institute, qui permet de nouer des alliances, réseaux et partenariats entre les institutions bénéficiaires des services de facilitation et les programmes internes.



Finances et Renforcement organisationnel

A. Performances organisationnelles

Le Goree Institute, depuis sa création s’est défini comme une organisation d’apprentissage avec un souci constant d’améliorer sa performance organisation pour bâtir une institution forte et crédible. A ce titre l’Institut a toujours mis l’accent sur les outils susceptibles de permettre d’avoir une gouvernance ouverte, transparente et hautement professionnelle. C’est ainsi au cours de l’année 2017, à travers l’organisation de sa retraite annuelle du personnel, l’Institut s’est livré à un exercice d’auto-évaluation qui a permis de passer en revue la mission et la gouvernance, les programmes, la communication institutionnelle et l’efficacité organisationnelle de manière générale.

Le diagnostic a permis d’élaborer un plan d’action en quatre points en cours de mise en œuvre dont les résultats sont :

- La validation par le Conseil d’administration de l’Institut du Document de stratégie et du programme d’action 2017-2020
- La mise à jour du manuel de procédures et d’organisation
- Un système de suivi et de reporting devant déboucher d’ici fin 2018 sur un manuel de gestion axé sur les résultats
- Un plan de mobilisation des ressources à endosser par le Conseil d’administration
- La conceptualisation de projet de mise en place d’un Centre d’excellence du Goree Institute

B. Partenariats financiers

Le tableau ci-dessous récapitule le montant des fonds mobilisés, les partenaires financiers et les dépenses. Aussi, comme il est de coutume pour toute institution ayant fait l’option d’une gestion transparente et efficiente, les comptes de l’exercice 2016 ont été audités et validés durant le deuxième trimestre de l’année 2017 et approuvés par le Conseil d’administration du Goree Institute en sa réunion annuelle tenue au mois de septembre 2017.



Etats Financiers

Période : Du 1er Janvier 2017 au 31 Décembre 2017

Monnaie : FCFA Taux de Change 1Euro = 655,957 FCFA

ÉTAT DES DÉPENSES					
					Montant
1	Salaires				170 859 093 F
2	Maintenance				13 658 208 F
3	Utilitaires				17 453 077 F
4	Administration				32 706 321 F
5	Gouvernance				16 156 149 F
6	Equipment				6 707 451 F
7	Activités des Programmes et Teral				247 088 277 F
Total					504 628 576 F

ÉTAT DES RECETTES					1 095 502 400 F
1	Fonds reçus et Revenus				498 425 740 F
	SIDA2012				338 668 743 F
	INSTITUTE OF INTERNATIONAL EDUCATION				-2 497 664 F
	FCIL 2017-2018				15 640 613 F
	CONSEIL DE L'ENTENTE				3 600 000 F
	TERAL				143 014 048 F
2	Balance d'ouverture (01/01/2017)				252 962 289 F
Solde au 31/12/2017					246 759 453 F

PERSPECTIVES 2020 : VERS LA CREATION D'UN CENTRE D'EXCELLENCE

L'Institut Goree en tant que centre de compétences et de renforcement des capacités, organisation catalyseur et facilitatrice, lieu de réflexion et recherche, de facilitation du dialogue et d'échanges ambitionne de créer à l'horizon 2020 un Centre d'excellence avec la capitalisation d'une série d'outils et de compétences mais aussi la valorisation de nos réseaux de compétences et d'actions à travers l'Afrique et le reste du Monde.

L'ambition à travers la création du Centre d'excellence est de soutenir le travail des chercheurs, des décideurs, des leaders d'opinions, des artistes, des dirigeants d'institutions et de praticiens travaillant à l'émergence d'une Afrique paisible, prospère et autosuffisante. Par la combinaison de conférences, rencontres, séries de réflexions et de programme résidentiels de renforcement des capacités, le Centre d'Excellence continuera à réunir d'éminents experts, des leaders d'opinions, et d'autres acteurs clés pour faire avancer les idéaux de justice, de paix et de progrès social en Afrique et ainsi former de nouvelles alliances, partenariats, engagements financiers et initiatives régionales et internationales en faveur d'une Afrique protagoniste de son propre devenir.

Dans cette optique, les Résidences Sabbatiques du Goree Institute gérées par le département TERAL de l'Institut continueront à accueillir le travail des chercheurs, artistes, écrivains et universitaires du continent et d'ailleurs. Le cadre de travail propice et paisible sur l'île de Goree, Patrimoine mondial de l'Humanité, la diversité linguistique et culturelle, la capitalisation des expériences en matière de paix, de prévention des conflits, de gouvernance, élections, de renforcement institutionnel et les réalisations futures feront du Goree Institute une Plateforme et un Forum inspirant et productif pour favoriser un changement social positif en faveur de citoyens africains et du monde.



Conseil d'administration et Staff

Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni les 2 et 3 septembre 2016 sur l'île de Gorée. Après la revue des activités annuelles, les membres ont discuté et adopté le plan d'actions 2017.

Andy Wynne
Angleterre
Secteur Public
Spécialiste Financier
Auditeur International



Ambassadeur Bruno ZIDOUEMBA
Burkina Faso
Diplomate de carrière, Ministre
Plénipotentiaire de classe
exceptionnelle, Ancien
Ambassadeur du Burkina Faso



Ambassadeur Saïdou Nourou Ba
Sénégal
Consultant en Coopération
et Relations Internationales



Ayo Obe
Nigeria
Présidente,
Avocate, militante pour les Droits de l'homme
et la Démocratie, Chroniqueuse



Francesca Bomboko
République Démocratique du Congo
Fondatrice du Bureau d'Etudes, de
Recherches et de Consulting International
(BERCI)

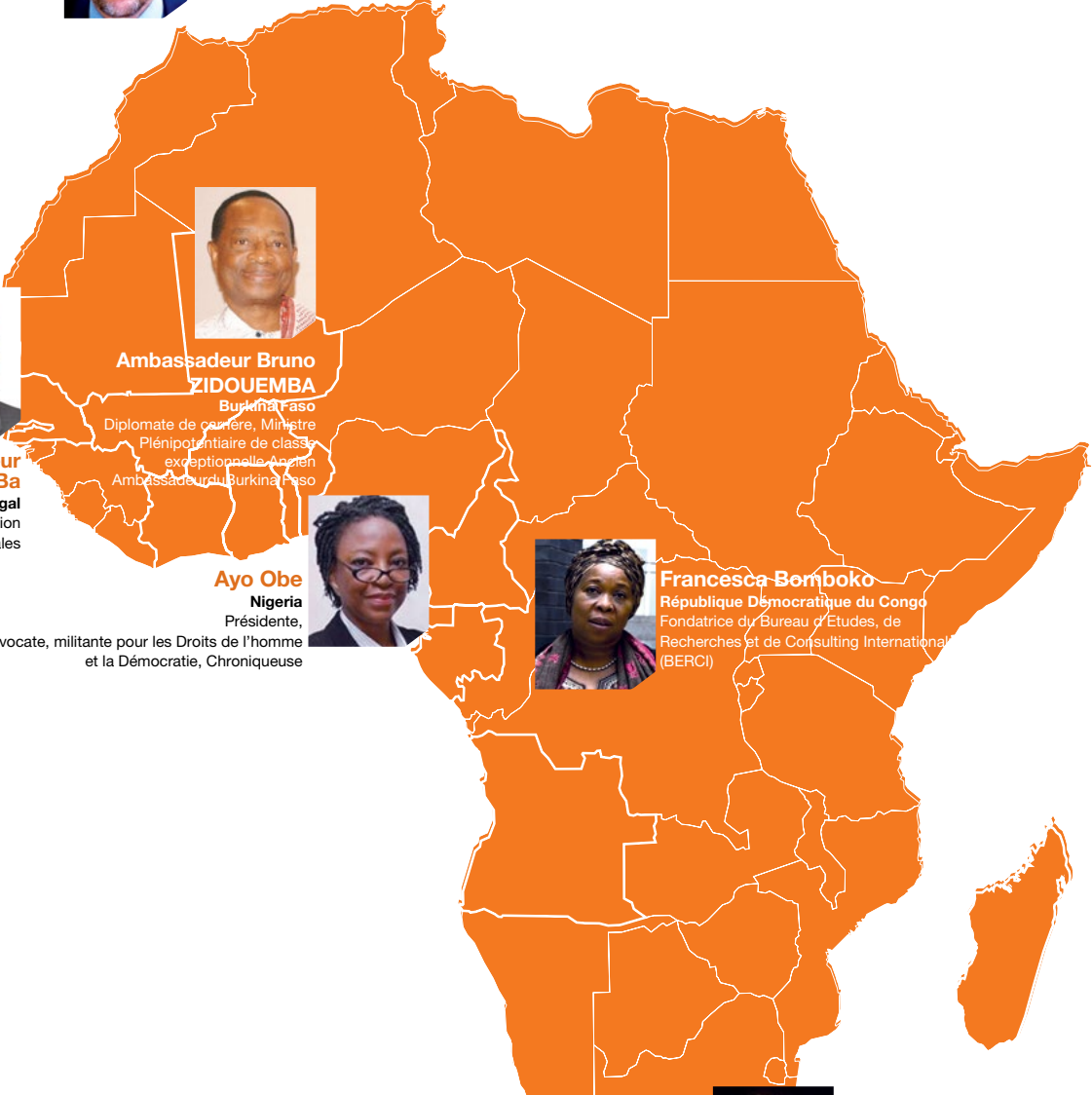


Breyten Breytenbach
Afrique du Sud
Conseiller spécial en charge
des projets spéciaux et plaidoyer
Écrivain, artiste, professeur à l'Université de New-York



Michael Savage
Afrique du Sud
Professeur émérite au Département
de sociologie à l'Université
de Cape Town





Le personnel du Goree Institute

- Directeur Exécutif : M. Doudou DIA
doudou.dia@goreeinstitut.org
Directeur Administratif et Financier : M. Abdourahmane SOW
abdourahmane.sow@goreeinstitut.org
- Coordinateur du programme Gouvernance et Processus électoraux : M. Mamadou SECK
mamadou.seck@goreeinstitut.org
Coordinateur du programme Consolidation de la Paix et Résolution des Conflits : M. Frédéric NDECKY
frederic.ndecky@goreeinstitut.org
Responsable Suivi et Évaluation : M. Koassi AKAKPO
koassi.akakpo@goreeinstitut.org
Spécialiste TIC et Édition : M. Massamba NDIAYE
massambus@hotmail.com
- Chef du département Administratif : M. Abdoul Salam WANE
abdou.wane@goreeinstitut.org
Responsable Patrimoine : M. Abdoul Aziz SAR
abdoulaziz.sar@goreeinstitut.org
- Chef de département Téral : Mme Safietou MBODJI
safietou.mbodji@goreeinstitut.org
Chargée de l'Organisation des séminaires : Mme Maguette P. SALL NDIAYE
maguette.sall@goreeinstitut.org
Chargée de la Relation client : Mme Dieynaba THIANE
dieynaba.thiane@goreeinstitut.org

STAFF TECHNIQUE

- Emma NDOYE
Michelle SARR
Racine SOUMARÉ
- Abdoulaye NIANG
Ibrahima DIA
Baye Mbarick WATT

VI

ANNEXES

A. CARTOGRAPHIE DES OUTCOMES DE GOREE INSTITUTE – 2017

Programmes	Projets	Outcomes
• Peace Building and Conflicts Prevention	• Youth Leadership and Conflict Prevention in West Africa	• Les jeune leaders sont sensibilisés et connaissent les valeurs et notions relatives à la paix et la cohésion sociale ; • Les jeunes leaders peuvent identifier, eux-mêmes, les contraintes et défis liés au leadership organisationnel, la prévention des conflits et la cohésion sociale dans les différents pays en particulier, et de l’Afrique en général ; • Les jeune connaissent les notions et concepts liés aux conflits et à leur gestion, aux phénomènes du radicalisme religieux et du terrorisme ; • Les jeunes ont acquis un savoir-faire leur permettant ainsi de prévenir et gérer les conflits dans le respect des différences, en prenant en compte les valeurs et sensibilités culturelles endogènes ; • Signature de convention-cadre (ou protocole d’accord), consacrant la mise en place formelle de la plateforme citoyenne pour le dialogue et la cohésion sociale ; • Les jeunes leaders travaillent désormais en réseau et sensibilisent d’autres jeunes à travers les réseaux sociaux ; • Organisation de plusieurs formations décentralisées de formation par les OSC renforcés • La possibilité pour les jeunes délégués de créer des relations et des échanges avec les partenaires et acteurs du développement des jeunes • Intégrations des jeunes leaders formés dans des structures spécialisées et leur participation à des conférences de haut niveau comme le forum sur la paix et la sécurité ; • Les jeunes leaders ont restitués à plus de 200 autres jeunes de la société civile les formations reçues en Leadership Jeune et prévention des conflits ; • Une « communauté de pratiques » des jeunes leaders de l’espace CEDEAO a été lancée, et les termes de référence pour assurer son fonctionnement ont été définis et adoptés ; • Un « cahier de recommandations » a été produit sur les actions pragmatiques à prendre pour maîtriser ou transformer positivement la situation actuelle des jeunes dans la sous-région
		• Mise en place d’une plateforme d’Organisation de la Civile pour la gouvernance des ressources Naturelles en Guinée ; • Facilitations de dialogue entre les OSC et le gouvernement en matière de gestion de conflit liés aux ressources naturelles ; • Interventions de la plateforme d’OSC pour la résolution de plusieurs conflits liés aux ressources naturelles en Guinée ; • Démultiplication des sessions de formations par les organisations membre de la plateforme dans les foyers potentiels de conflits ; • Elaboration de plusieurs projets de sensibilisation par la plateforme pour la promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles ;

	• Natural Resources Governance and Peacebuilding in West Africa	• Les professionnels des médias sont mieux outillés à travers plusieurs de sessions de formations à leurs endroits sur les questions de conflits dans la gestion des ressources naturelles ; • Un document d’orientation stratégique a été réalisé sur la prévention et la gestion des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée, identifiant clairement les actions prioritaires à entreprendre et à soutenir pour contribuer à l’amélioration de la qualité de la gouvernance des ressources et la réduction de conflits violents dans ce pays ; • Plusieurs émissions audiovisuelles ont été réalisées dans les radios rurales et communautaires pour sensibiliser sur la protection et la vulgarisation des droits humains dans les zones minières ; • Amélioration du cadre de travail (Réorientation des objectifs et stratégies d’intervention) des organisations de la société civile en matière de gestion de conflits liés aux ressources naturelles ;
	• Media and Conflict Prevention	• Les professionnels des médias connaissent mieux l’importance du traitement impartial de l’information pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix ; • Production d’articles écrits et d’éléments audiovisuels sur la situation sécuritaire qui prévaut dans les neufs pays francophones de l’espace CEDEAO ; • Les professionnels des médias sont sensibilisés sur les principales causes et les incidences des différents conflits violents et du terrorisme dans la sous-région pour un meilleur traitement de l’information ; • Les professionnels des médias ont acquis des connaissances nécessaires pour analyser les conflits ; • Les acteurs des médias s’engagent à mettre en pratique les compétences acquises au cours de la formation pour écrire des articles avec plus de professionnalisme face au conflit ; • Le travail de de régulation est fait loin de toutes pressions politiques, socioéconomiques, culturelles en tenant compte des défis sécuritaires dans la sous-région ; • Les professionnels des médias disposent d’outils nécessaires dans le cadre de la production d’articles et aussi pour l’encadrement d’autres journalistes plus jeunes en matière de conflits ; • Des expériences de terrain et des exemples de bonnes pratiques dans la production et la diffusion d’informations en temps de conflit ont été partagés, et les participants se sont engagés à les mettre en application au quotidien, pour continuer à produire une information de qualité sans inciter à la haine ou la violence ;

	• Preventing Religious Radicalism and Extremism	• Les grandes menaces, les principaux enjeux et les défis sécuritaires liés à la radicalisation religieuse dans chacun des six pays cibles ont été cerné ; • Les facteurs institutionnels et sociaux favorables à l'émergence des groupes extrémistes violents qui menacent la stabilité et la paix aux plans communautaire, national voire régional ont été identifié ; • L'engagement de la société civile dans la lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux communautaire, national, voire sous régional est amorcé ; • Les initiatives nationales développées pour une prévention efficace de l'extrémisme violent à l'échelle communautaire, nationale, voire sous régionale ont été évaluées ; • Formulation de 30 recommandations générales et spécifiques à l'intention des États et gouvernements, des partenaires techniques et financiers (PTF), des organisations de la Société Civile (OSC) sur des stratégies et des actions concrètes à mener sur le terrain en vue d'une prévention opérationnelle efficace de l'extrémisme violent dans les pays d'Afrique de l'ouest ; • Le rapport d'atelier sur la prévention du radicalisme et de l'extrémisme violent a été imprimé à plus de 500 exemplaires alors la version électronique a été téléchargé plus 1400 fois sur le site internet de l'Institut ;
• Alliance of African Initiatives for Peace and Stability in West Africa	• Monitoring and Advocacy in Stability of Institution and Human Security in West Africa	• Amélioration de la connaissance sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest ; • Amélioration de la connaissance sur le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO ; • Plus de 1400 acteurs directs de la société civile, citoyens, membres du gouvernement sensibilisés sur le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO ; • Deux rapports d'évaluation du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO ont été publié et vulgarisés ;
	• African Women in Action	• Le comité Paix et Médiation des femmes de la CEDEAO est mis en place et est fonctionnel dans huit pays de la sous-région ; • Les femmes ont partagé leurs expériences, les bonnes pratiques et les leçons apprises de leur participation dans les processus de paix en Afrique et dans le monde ; • Formulation de recommandations conjointes à l'intention des États et de la société civile pour le retour à stabilité institutionnelle en Guinée Bissau ;

	• Governance and Human Rights	• Développement de 82 indicateurs de mesure de l'état de droit en Côte d'Ivoire et adaptable pour les autres pays de la sous-région ; • Mise en place d'un dispositif technique central de remontée d'informations instantanées sur les alertes et les incidents de violation de droits humains ; • Renforcement des membres des organisations de défense de droits humains en matière de monitoring de violation des droits humains ;
	• Electoral Knowledge Project	• Les organisations membres de la Plateforme de veille des femmes et des jeunes pour des élections apaisées et crédibles en Côte d'Ivoire sont capables de développer et de conduire des projets d'observation, de monitoring et de plaider dans le domaine électoral ; • Un Guide des bonnes pratiques électorale est publié • Identification de 15 bonnes pratiques dans le Guide des bonnes pratiques électorale pour le monitoring des élections ;
• Political Governance and Electoral Processes	• Projet d'assistance électorale	• 21 moniteurs des médias (étudiant du CESTI) sont formés au monitoring des médias et aux techniques de remontées des informations via une plateforme technologique ; • Un partenariat institutionnel est établi avec le Centre des études en science et technique de l'Information permettant la réalisation du monitoring des médias ; • Un rapport de monitoring des médias produit est partagé avec les parties prenantes et diffusé largement avec toutes les parties prenantes, dans une perspective d'amélioration du processus électoral
	• Projet de Dialogue politique	• Une évaluation est faite relativement à la Loi sur la parité et son impact dans la configuration des dynamiques sociales et dans le fonctionnement de certaines instances au Sénégal ; • Un regard critique est jeté sur l'implication des femmes dans les processus politiques et de développement au Sénégal ; • Un cahier des recommandations est proposé notamment pour une meilleure implication des femmes dans la confection de l'agenda national de développement ; • Un diagnostic est fait quant aux dynamiques porteuses de changement relativement à la participation politique des femmes au Sénégal ; • Une feuille de route pour le suivi de l'implication efficiente des femmes dans la définition et le suivi des politiques publiques ; • Un rapport général incluant les différentes communications le cahier des recommandations est produit

B. Les activités clés de Gorée Institute en 2017



Atelier de formation et de dialogue multi-acteur sur la gouvernance des ressources naturelles en République de Guinée



07-09 Mars 2017



Guinée - Conakry



Table ronde sur le rôle des femmes dans la définition et le suivi de la mise en œuvre des politiques au Sénégal



28 Mars 2017



Gorée - Dakar Sénégal



Conception Guide des Bonnes Pratiques électorales en Afrique



Déc. 2017 - Avril 2017



Dakar, Abidjan



Atelier sous régional de formation de formateurs (FDF) en «Leadership-jeune et prévention des conflits en Afrique de l'ouest



24-28 Juillet 2017



Gorée - Dakar Sénégal



Summer School : le leadership des jeunes faces aux défis sécuritaires



07-11 août 2017



Gorée - Dakar Sénégal



Forum sous régional : «Leadership-jeune et la prévention des conflits dans l'espace CEDEAO



18-20 Octobre 2017



Abidjan (Côte d'Ivoire)



Atelier de formation «Leadership Femmes et gestion des conflits en Afrique»



05-07 Septembre 2017



Gorée - Dakar Sénégal



Election Législatives 2017 : Atelier de formation des moniteurs superviseurs et Monitoring des médias



14-16 Juillet 2017



Gorée - Dakar Sénégal



Ateliers de formation sur la responsabilité des média des professionnels de l'information dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest



23-25 Novembre 2017



Gorée - Dakar Sénégal